

PARIER SUD²

VERSION ACTUALISÉE, AUGMENTÉE ET ENRICHIE !

LE GUIDE

Pratique et ludique

sur les services essentiels
dans les villes en développement



ouvrage collectif réalisé par les profession-
nel-le-s juniors du réseau Projection

Rédaction

Laure Criqui, Maëva Réchaussat

Contributions

Julie Aubriot, Anne-Charlotte Beaugrand-Rivière, Madeleine Boudoux d'Hautefeuille, Alexandre Cagnoli-Pathak, Céline Carrier, Mélisa Cran, Guillaume Courtin, Laure Crombé, Denis Desille, Romain Desvalois, Aurélie Donne, Hélène Figea-Zoundi, Geoffroy de Gayffier, Colette Genevaux, Emmanuelle Guillou, Alexandra Jaunet, Aurélie Jehanno, Germain Labonne, Thomas Lejeune, Cléo Lossouarn, Christian Mampuya, Mathieu Martin, Morgan Mouton, André N'Guessan, Audrey Pelerin, Adeline Pierrat, Francesca Pilo', Gwenaél Prié, Fabien Rabouille, Katell Rivolet, Margaux Salmon-Genel, Marion Santi, Thomas Thivillon

Remerciements

Aux inspireurs-trices / contributeurs-trices de Parier Sud 1

Coordination

Maëva Réchaussat

Graphisme et illustrations

Anne-Charlotte de Lavergne

réseau Projection
51 rue S. Allende
92000 Nanterre
www.reseauprojection.org
www.defis-sud.org

Cet ouvrage ne peut être reproduit.

© Tous droits réservés.

Textes et images.

ISBN 978-2-9542163-1-7

Édition et impression 2017

PARIER SUD ²

Petit **A**brégé de
Recommandations
Indispensables pour les
Enthousiastes en **R**echerche
d'emploi dans les **S**ervices
Urbains au **sud**

VERSION ACTUALISÉE, AUGMENTÉE ET ENRICHIE !



Laure Criqui
présidente de Projection



*Parier Sud, le 1er guide des services essentiels et de leurs métiers a été publié en 2012, permettant aux professionnel-le-s en début de carrière de s'informer, de s'orienter, et de réfléchir tout en s'amusant. Avec à cœur de **contribuer de manière pertinente en toute impertinence** aux débats sur les services essentiels, et d'accompagner les plus jeunes dans leur entrée dans le monde professionnel, les expert-e-s de Projection vous proposent une nouvelle version de ce guide remis au goût du jour.*

*Parier Sud 2 reprend les fondamentaux qui ont fait le succès de Parier Sud 1, et y ajoute de nouveaux éléments pour intégrer les changements globaux qui ont eu lieu en seulement 5 ans. Tout d'abord, nous sommes maintenant dans un **monde majoritairement urbain** où les services essentiels seront déterminants pour améliorer les conditions de vie des populations, permettre la croissance économique et préserver les ressources naturelles.*

*Ensuite, la communauté internationale a pris conscience que de grands enjeux concernent toute la planète, et qu'il est temps d'agir : il s'agit bien sûr de la mobilisation pour lutter contre le changement climatique, mais aussi de l'adoption des **Objectifs de Développement Durable** qui servent désormais de cadre de référence aux politiques publiques dans le monde.*

*Enfin, c'est le développement exponentiel des outils numériques, avec des **technologies de l'information et de la communication** qui viennent bouleverser les modes de faire et les sources de connaissance.*

POUR ACCOMPAGNER LES ÉVOLUTIONS POLITIQUES, SECTORIELLES ET PROFESSIONNELLES D'ICI 2030, LES JEUNES PROFESSIONNEL·LE·S D'AUJOURD'HUI, EXPERT·E·S DE DEMAIN, SONT MOBILISÉ·E·S ET FORCE DE PROPOSITION !



Projection explore donc des sujets thématiques et pratiques qui orienteront sans aucun doute les parcours professionnels et l'expertise future dans le secteur des services essentiels. Parier Sud 2 est ainsi une version :

- **Actualisée** avec le cadre global pour le développement durable (Partie 2), de nouveaux jeux (Parties 1 et 5), des conseils pour construire sa carrière (Parties 6 et 7);
- **Augmentée** pour traiter des services de l'énergie, de la mobilité et du numérique en plus des secteurs classiques de l'eau, de l'assainissement et des déchets (Partie 3);
- **Enrichie** avec de nouvelles questions transversales complémentaires à celles de la 1ère édition, mettant le projecteur sur des sujets tabous ou sous-traités afin de pimenter les débats (Partie 4).

*Comme toujours chez Projection, ce guide est le fruit d'un **travail collaboratif et bénévole intense de jeunes professionnel-le-s** cherchant à améliorer leurs pratiques professionnelles et à contribuer aux débats. Ils et elles partagent là leur vision, leurs expériences, leurs conseils mais aussi leurs interrogations avec leurs futur-e-s collègues. **Ce sont elles et eux qui contribueront, sur le terrain et dans les arènes internationales, à un meilleur accès aux services essentiels à l'horizon 2030, et au-delà...***

Un immense merci à tou-te-s les contributeurs-trices, bienvenue et bonne lecture!

Le réseau Projection

PROJECTION EST UN RÉSEAU DE JEUNES PROFESSIONNEL·LE·S (MOINS DE 10 ANS D'EXPÉRIENCE) ENGAGÉ·E·S POUR LES SERVICES ESSENTIELS DANS LES VILLES DU SUD (EAU, ASSAINISSEMENT, DÉCHETS, ÉNERGIE, MOBILITÉ). L'ASSOCIATION A ÉTÉ CRÉÉE EN 2008 AVEC POUR DEVISE « LA PERTINENCE EN TOUTE IMPERTINENCE ! ».

Projection est un réseau de personnes individuelles, à parité femmes-hommes, présent en France et en Afrique de l'Ouest principalement. Ils et elles viennent de tous les secteurs (administrations publiques, entreprises privées, associations, universités et recherche, etc.) et métiers (ingénieur·e·s, géographes, sociologues, économistes, gestionnaires, politologues, communicant·e·s, etc.). La mobilisation bénévole des jeunes professionnel·le·s, expert·e·s de demain, est garante de l'indépendance, la diversité et l'originalité des travaux.

Projection s'est affirmé comme un espace de débat et d'échanges décomplexé, libre et engagé. Cet **incubateur d'idées et de talents** a trois objectifs principaux :

- **Faire émerger les idées originales des jeunes pros**

En offrant un espace de débat multisectoriel et pluridisciplinaire qui aborde les questions des services essentiels de manière transversale, Projection déniche des enjeux tabous ou sous-traités et les aborde sous un angle original. Les jeunes professionnel·le·s, avec leur regard nouveau et réflexif sur leurs pratiques, sont source de propositions. Projection peut ainsi pimenter le débat dans le secteur, offrir une plateforme d'expression, et servir de relais et de tribune pour des idées novatrices.

- **Favoriser la prise de parole des jeunes pros**

Les jeunes professionnel·le·s, parce qu'ils sont les acteurs d'aujourd'hui et les décideurs·ses de demain, doivent avoir toute leur place dans les discussions. Or faire faire entendre sa voix n'est pas toujours facile au niveau individuel. Fort de son réseau et de sa reconnaissance, Projection peut accompagner et représenter les jeunes professionnel·le·s dans des événements nationaux et internationaux. Dans ces arènes, Projection fait rayonner leur expertise, entendre leurs idées auprès des structures spécialisées, et leur permet de dialoguer avec des expert·e·s confirmé·e·s en toute légitimité et confiance.

Cette prise de parole permet également de mettre en contact les jeunes professionnel·le·s de tous horizons, et par là de créer dès aujourd'hui un réseau d'expert·e·s qui demain se connaîtront, et sauront écouter les futur·e·s jeunes professionnel·le·s.

- **Renforcer l'expertise des jeunes pros**

Par la mise en réseau, Projection garantit une ouverture d'esprit et un apprentissage réciproque entre pairs. La mobilisation des membres sur les productions du réseau est également un moyen pour les jeunes professionnel·le·s de se former entre eux, de découvrir de nouvelles compétences et problématiques, et de progresser collectivement dans leurs pratiques professionnelles. Ce renforcement de compétences est d'autant plus efficace qu'il a lieu sous des formes conviviales !

Des actions plus ciblées sur l'accompagnement professionnel permettent également d'apporter des conseils en conduite de carrière pour faciliter l'insertion. Les échanges intergénérationnels avec mediors et seniors notamment sont favorisés pour créer des passerelles, transmettre l'expertise, et mieux connaître le secteur et ses métiers.

Découvrez toutes nos activités sur www.reseauprojection.org et les réseaux sociaux !



ESSENTIEL PURSUIT

DES SERVICES ESSENTIELS AUX ODD

- 20 **A** Le B-A BA des services essentiels
- 23 **B** OMG! Des OMD aux ODD
- 25 **C** L'essentiel sur les services et le développement durable

LES SERVICES ESSENTIELS D'AUJOURD'HUI À 2030

- 30 **A** L'accès à l'eau potable
- 36 **B** L'accès à l'assainissement liquide
- 42 **C** La gestion des déchets solides
- 48 **D** Les services énergétiques
- 54 **E** Les transports et la mobilité urbaine
- 60 **F** Les services du numérique

ON SE REMONTE LES MANCHES, ET ON MET LES PIEDS DANS LE PLAT...

- 68 **A** Réseau or not réseau? That's the question!
- 71 **B** Le casse-tête d'un financement durable
- 74 **C** Ingénierie sociale: du marketing?
- 77 **D** Petits opérateurs, travailleurs informels... Un pour tous, tous pour un?
- 80 **E** Buzzword ou keyword?

Table des matières

EN-JEUX!
DES CHIFFRES ET DES LETTRES

LES USUAL SUSPECTS : QUI FAIT QUOI ?

- A** Bailleurs 94
- B** Opérateurs de services 102
- C** Bureaux d'études 106
- D** Coopération décentralisée 110
- E** ONG & associations 114
- F** Recherche et enseignement 118

PARTIR LOIN... ET REVENIR

- A** Le pourquoi du comment 124
- B** Un départ, ça se prépare... et le retour aussi 131
- C** À toi de jouer (et de postuler)! 136

Références générales 143

Webographie 144



1

ESSENTIAL PURSUIT

Pour se mettre en jambe, commençons par un quiz afin de tester tes connaissances sur le secteur des services essentiels et ses métiers. En fonction de tes résultats, tu pourras ensuite te concentrer sur l'une ou l'autre des parties de ce guide pour renforcer ton expertise. Attention, plusieurs choix sont parfois possibles... C'est parti!

1 Pourquoi est-il difficile d'estimer le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable dans le monde ?

- A. La population mondiale n'est pas entièrement répertoriée
- B. Il n'existe pas de référence internationale pour définir le concept d'accès à l'eau potable
- C. Les estimations restent... des estimations

2 Quels sont les obstacles à la mise en place de services essentiels dans les villes du Sud ?

- A. Le manque de volonté politique
- B. Le manque de demande de la part des populations pour des services améliorés
- C. Les économies locales et nationales ont des difficultés à financer les investissements et l'entretien des équipements

3 Qu'est-ce qu'un accès équitable aux services essentiels ?

- A. Un accès garanti pour tous et toutes, quel que soit le niveau de vie des usager·e·s
- B. Chaque jour, un volume d'eau minimum gratuit pour chaque personne
- C. Des services essentiels mis en place par les acteurs locaux

4

Qui détermine, au final, les tarifs des services essentiels ?

- A. Les opérateurs qui exploitent les infrastructures
- B. Les autorités publiques
- C. Les usager·e·s des services

5

Comment les Nations Unies définissent-elles les bidonvilles ?

- A. D'après la qualité de la structure des logements, le taux d'occupation (surpeuplement), et la faible sécurité résidentielle des habitant·e·s
- B. D'après la qualité de la structure des logements, le taux d'occupation (surpeuplement), la faible sécurité résidentielle des habitant·e·s, et le faible accès des habitant·e·s aux services d'eau et d'assainissement et autres services urbains
- C. D'après le taux de bidons et la superficie de taudes dans le cadre bâti d'une zone de la ville

6

Qu'est-ce que la gestion concertée ?

- A. Une démarche visant à associer toutes les parties prenantes, y compris les usager·e·s, de la réflexion, à la prise de décision et la mise en œuvre
- B. La socialisation de la prise de décision dans le cadre d'un projet auprès des habitant·e·s
- C. Le transfert des responsabilités techniques et financières à des acteurs non gouvernementaux (entreprises, ONG...)

7

Quels sont les trois « maillons » de la chaîne d'assainissement ?

- A. Collecte - Évacuation - Traitement
- B. Traitement - Distribution - Propagation
- C. Or - Argent - Bronze

8

Un bailleur de fonds :

- A. Prête de l'argent
- B. Subventionne des projets de développement
- C. Recherche des financements pour soutenir des projets de développement

9

Le financement des services essentiels comprend :

- A. L'achat de tous les équipements nécessaires pour faire fonctionner les services
- B. L'achat des équipements et le paiement des salaires des services techniques locaux
- C. Le paiement des études préalables, la réalisation des infrastructures, l'achat des équipements, les provisions financières pour le renouvellement des équipements et infrastructures et le paiement des coûts d'exploitation

10

Quelles sont les principales motivations qui poussent les gens à s'équiper en toilettes dans leur domicile ?

- A. Des motivations sanitaires (l'accès à l'assainissement réduit les risques de maladies)
- B. Des motivations économiques (l'accès à l'assainissement réduit les risques de maladies et donc les dépenses en médicaments)
- C. Des motivations de prestige social (des toilettes à la maison, c'est la classe devant les voisin·e·s)

11

J'ai une formation d'ingénieur-e en urbanisme, je peux...

- A. Faire de la gestion de projet
- B. Travailler dans un bureau d'études
- C. Rejoindre une fondation

12

Le technique, le social et l'économie... Ce sont :

- A. Des domaines de compétences spécialisés, indépendants les uns des autres
- B. Des corps de métiers étroitement liés et indissociables pour améliorer l'accès aux services essentiels
- C. considérations malheureusement incompatibles dans le cadre des services essentiels

13

Travailler pour un bailleur de fonds, c'est :

- A. Uniquement réservé aux financier-e-s et aux économistes
- B. Être déconnecté-e du terrain
- C. Côtayer une grande diversité d'expertises au sein d'une même institution

14

La coopération décentralisée, c'est :

- A. Des actions de coopération entre collectivités territoriales françaises et étrangères
- B. Une déconcentration des pouvoirs de l'État
- C. Une collaboration entre les acteurs de différentes structures sans avoir besoin d'en référer au directeur

15

Parmi ces acteurs, qui travaille sur le terrain ?

- A. Les ONG
- B. Les fondations
- C. Les organisations internationales

16

Qu'est-ce qu'un dispositif CIFRE ?

- A. Un plan de financement pour la création d'une entreprise de l'ESS pour les moins de 30 ans
- B. Un contrat doctoral permettant à un doctorant de travailler dans une structure privée tout en réalisant une recherche de thèse en collaboration avec un laboratoire public
- C. Un regroupement d'entreprises privées qui travaillent dans le secteur de l'eau

17

Je suis ingénieur-e de formation, puis-je travailler pour une ONG ?

- A. Oui bien sûr, mes compétences techniques seront appréciées
- B. Non, il n'y a pas d'ingénieur-e-s dans les ONG
- C. Je serai accueilli-e à bras ouverts, car une ONG n'est composée que d'ingénieur-e-s

18

Le Volontariat de Solidarité Internationale

- A. N'est ouvert qu'aux moins de 30 ans
- B. Est réservé aux bac+5
- C. N'est pas rémunéré par un salaire, mais indemnisé

19

Comment trouver du travail dans les services urbains essentiels ?

- A. En envoyant des candidatures spontanées
- B. En ciblant les offres auxquelles correspond mon profil
- C. En actionnant mon réseau et mes relations

20

Qu'est-ce que Projection ?

- A. Un réseau de jeunes professionnel-le-s engagé-e-s pour les services essentiels
- B. Un incubateur d'idées et de talents promouvant des idées innovantes pour l'accès aux services
- C. Une association qui projette des films sur les déchets, l'eau et l'assainissement pour sensibiliser le grand public sur les enjeux de développement au Sud

Réponses

Chaque bonne réponse vaut 1 point.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
C	AC	A	B	B	A	A	AB	C	BC

11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
ABC	B	C	A	ABC	B	A	C	ABC	AB

Entre 0 et 7 points: C'est un peu faible... Tu débutes ? Ce guide est fait pour toi !

Entre 8 et 14 points: Pas mal ! Mais tu peux encore t'améliorer... Renforce ton expertise avec ce guide !

Entre 15 et 20 points: Bravo, tu es prêt-e à travailler dans le secteur ! Tu peux encore apprendre des petites choses avec nos jeux, et surtout rejoindre Projection pour partager tes idées pertinentes en toute impertinence.

Pour les questions **ENJEUX**, rendez-vous aux parties **2, 3** et **4** ; pour les questions **METIERS**, ce sont les parties **6** et **7** ; et les autres JEUX pour tou-te-s, partie **5**.



DES SERVICES ESSENTIELS AUX ODD

Si tu ne sais pas ce qu'on entend par services « essentiels », ce qui suit est fait pour toi. On part de zéro et on place l'accès aux services au cœur des grands enjeux et des actualités internationales du développement humain durable.



LE B-A BA DES SERVICES ESSENTIELS

Les services essentiels aussi appelés services « de base » répondent aux exigences indispensables de la vie collective et de la dignité humaine, et servent l'intérêt général.

De quels services parle-t-on ?

On distingue en général les services essentiels urbains en réseau qui gèrent des flux (eau, assainissement, énergie, déchets et mobilité) des services sociaux qui se structurent autour d'équipements et structures d'accueil (éducation, santé, voire culture). Projection travaille sur la 1^{ère} catégorie (*utilities* en anglais, par opposition aux *facilities*).

Bien que le numérique ne soit pas – encore par tou-te-s- considéré comme un service essentiel aujourd'hui dans les débats internationaux, Projection a choisi de le présenter en tant que tel, car il répond à des objectifs, mobilise des moyens et techniques et fait face à des défis similaires à ceux des autres services.

De quels métiers parle-t-on ?

Les jeunes professionnel-le-s de Projection sont passionné-e-s par les services essentiels car il s'agit d'un secteur professionnel particulièrement riche et multidisciplinaire. En effet, un service essentiel requiert de traiter conjointement de toute une série de sujets, d'enjeux, d'acteurs, de compétences et de questions :

- **De l'ingénierie technique** pour concevoir des infrastructures (stations de traitement, canalisations, antennes, lampadaires, etc.) ;
- **Des sciences humaines** afin de pouvoir comprendre au mieux les besoins des usager-e-s et les enjeux sociopolitiques de l'accès aux services ;
- **De l'offre commerciale** à destination des usager-e-s (formules d'abonnement, services clientèles, systèmes de facturation) ;
- **De l'inclusion sociale** lorsqu'il s'agit de desservir des populations vulnérables dans des quartiers précaires, ou lors de la mise en place de projets participatifs en concertation avec les habitant-e-s ;
- **De la gestion environnementale** des ressources naturelles consommées (eau, énergie) pour limiter les impacts environnementaux (eaux usées, déchets, pollution), et développer l'économie circulaire ;
- **De l'aménagement urbain** au moment de décider si et où les réseaux doivent et peuvent être étendus, où positionner les équipements, etc. ;

- **Du montage financier** pour mobiliser les investissements, décider d'une tarification, mettre en œuvre un partenariat public-privé ;
- **Du suivi juridique et contractuel** pour définir et contrôler le respect des cadres réglementaires et institutionnels, répartir les responsabilités entre les acteurs ;
- **De la gestion administrative et budgétaire** pour assurer une desserte soutenable et efficace ;
- **De la gouvernance** pour coordonner les pouvoirs publics, les entreprises privées, les bureaux d'études, les ONG, les usager-e-s, etc. ;
- **Du plaidoyer** auprès des politiques et décideurs, tant au niveau local auprès des maires que dans les sphères internationales comme l'ONU ;
- **De la recherche** pour identifier des innovations techniques, sociales, commerciales, institutionnelles qui vont permettre d'améliorer l'accès de tou-te-s, de manière abordable, équitable et durable, à ces services essentiels.

Et nous en oublions sans doute encore... Au vu de tout ceci, nul doute qu'il s'agit d'**un secteur professionnel extrêmement dynamique et stimulant** pour des jeunes professionnel·le·s !



OMG! DES OMD AUX ODD

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont une feuille de route mondiale adoptée en septembre 2015 par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Ils sont à mettre en œuvre d'ici 2030 (d'où leur autre petit nom « Agenda 2030 »).

Une grande déclaration

Ces ODD ont fait l'objet de réflexions internationales larges pendant les 2 ans qui ont précédé leur adoption. Ils marquent un véritable tournant par rapport à leurs prédécesseurs, les Objectifs de Millénaire pour le Développement (OMD). Alors que les OMD portaient essentiellement sur le développement social et économique des pays en développement, les ODD sont **universels, exhaustifs et intégrés**. Grande nouveauté, ils s'appliquent donc à l'ensemble des pays du monde, aussi bien au Nord qu'au Sud.

On passe de 8 objectifs dans les OMD à 17 objectifs avec les ODD. Vaste programme, qui propose d'équilibrer les trois piliers du développement durable que sont l'économie, le social et l'environnement à travers 16 ODD thématiques, et un dernier qui se concentre sur les partenariats, outils de mise en œuvre et de suivi pour que les ODD ne restent pas une grande déclaration diplomatique sans effets.



Source : www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable

Un cadre de suivi

Ces 17 objectifs sont détaillés en une série de 169 cibles, elles-mêmes assorties d'indicateurs de progrès. Il y a deux types de cibles :

- Cibles thématiques d'impact qui visent à atteindre un objectif ressenti par les populations (cibles chiffrées comme 1.2, 2.4, 3.5...)
- Cibles de mise en œuvre pour s'assurer des moyens et suivre les processus (cibles numérotées avec des lettres comme 1.a, 3.c, 6.b...)

Pour s'assurer que les pays sont sur la bonne voie, une réunion a lieu tous les ans à New York à l'occasion du Forum Politique de Haut Niveau (« HLPF » High Level Political Forum en anglais). C'est l'occasion de faire un bilan intermédiaire sur les avancées par les pays et sur un tiers des ODD à chaque fois.



L'ESSENTIEL SUR LES SERVICES ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Comme les ODD concernent tout le monde, les États doivent y adapter leurs politiques publiques, à l'échelle nationale et en matière de coopération internationale. De même, les ONG et les bailleurs ajustent leurs cadres d'intervention, les entreprises alignent leurs stratégies de RSE, les collectivités les déclinent au niveau local... Tout le monde s'y met ! Et nous alors, jeunes pros des services essentiels ?

En quoi les services sont-ils essentiels au développement durable ?

Les services essentiels contribuent à la fois aux trois dimensions du développement durable à la fois :

- **Le développement économique**, car avec de meilleures infrastructures, les entreprises peuvent accroître leurs activités et leurs revenus, et la productivité du travail peut augmenter ;
- **L'inclusion sociale**, car l'accès à ces services constitue une amélioration fondamentale des conditions de vie et de la dignité humaine ;

- **La préservation de l'environnement** car ces services reposent sur l'utilisation de ressources naturelles et /ou ont un impact sur l'environnement;
- Et enfin, la fourniture des services repose sur **une bonne gouvernance**, des partenariats entre acteurs, un cadre institutionnel et la mobilisation de financements durables, sous la responsabilité des pouvoirs publics.

La plupart des services essentiels étaient à peine mentionnés dans les OMD... Seul le secteur de l'eau et l'assainissement bénéficiait d'une cible en propre dans l'Objectif 7 « Assurer un environnement humain durable », qui en outre était centrée sur l'accès sans prendre en compte l'intégralité des filières. Avec les ODD, cela a changé : les services essentiels trouvent une vraie place, et sont donc ainsi reconnus comme des priorités mondiales.

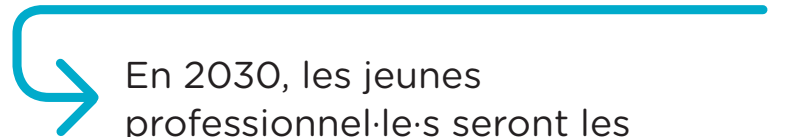
Pourquoi est-il essentiel d'être attentif aux cibles sur les services?

Les ODD se veulent intégrés, c'est-à-dire non pas considérés individuellement mais bien les uns par rapport aux autres, avec des enjeux transversaux et croisés. Comment réellement aborder cette interdépendance entre les ODD? C'est là une difficulté : dans les faits, les différents secteurs (agriculture, environnement, logement...) n'ont pas l'habitude de travailler ensemble. En outre, avec 169 cibles et près de 250 indicateurs de suivi, comment s'y retrouver et suivre les avancées?

Le cas des services essentiels est particulièrement intéressant pour révéler la transversalité des ODD. En effet, la plupart des services ont désormais un objectif en propre. Mais surtout, **chaque service contribue à toute une série de cibles, éparpillées dans plusieurs ODD**. Ceci veut dire par exemple qu'en améliorant l'accès à l'eau, on contribue à plusieurs ODD; réciproquement, pour atteindre l'Objectif 11 sur les villes, il faut travailler sur plusieurs des services en parallèle.

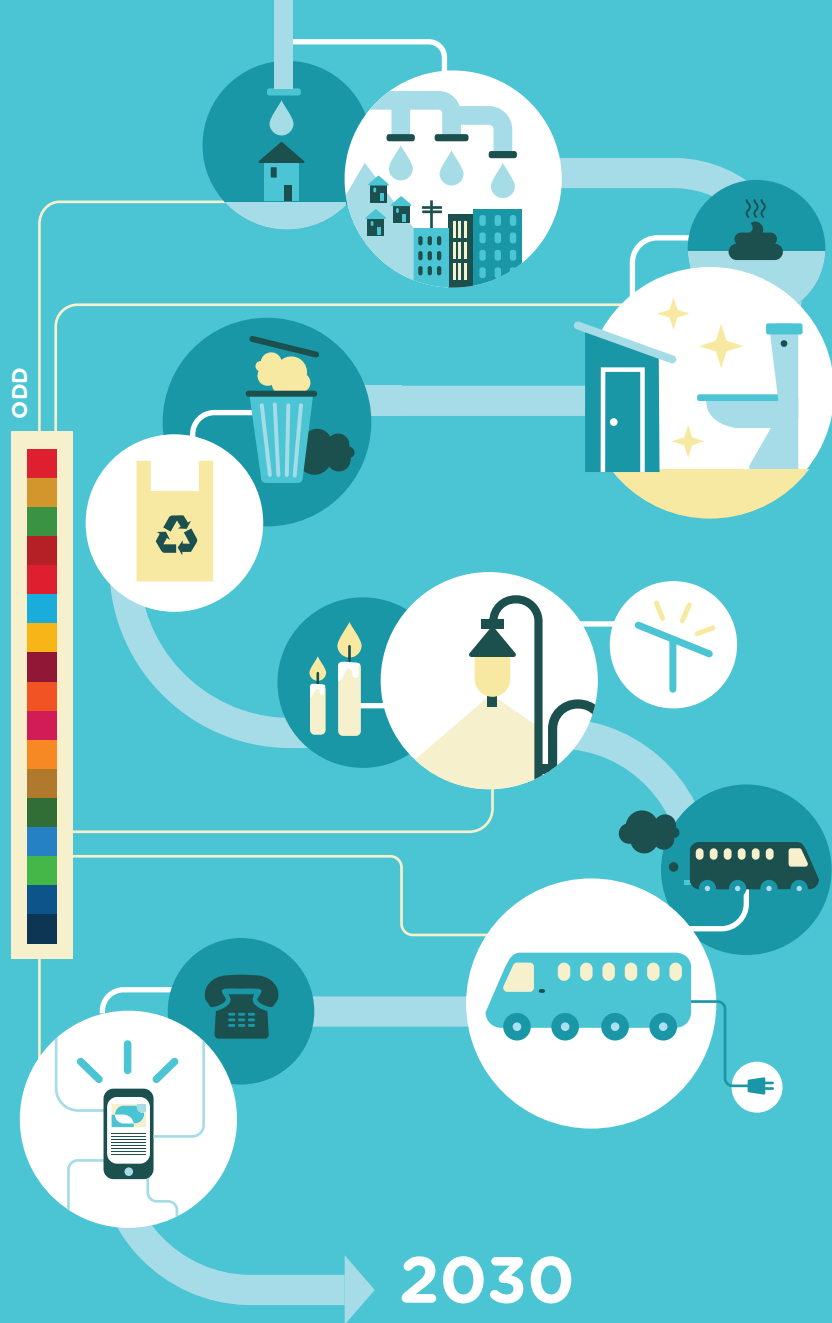
Autrement dit, les services essentiels sont non seulement **des objectifs en soi, mais aussi des leviers de développement** dans beaucoup d'autres secteurs. L'intérêt de cette approche est qu'elle permet de dépasser les silos, et de travailler avec des collègues dans tous les autres secteurs du développement. Ne restons pas au niveau global des ODD, et allons fouiller en détail pour découvrir concrètement la manière dont les services sont essentiels au développement durable (cf. **Partie 3***)!

Certes, les temps sont courts : entre 2000 et 2015, les OMD n'ont pas tous été atteints. Les sceptiques se demandent donc à quoi bon répéter l'histoire sur la période 2015-2030? **Mais halte au défaitisme!** Les jeunes pros sont là, à votre service!



En 2030, les jeunes professionnel·le·s seront les expert·e·s responsables, qui mettront en œuvre et évalueront ce que les aîné·e·s ont décidé. **Alors, au boulot et entrons dans le vif du sujet!**

* Comme les cibles, c'est technico-diplomatique, Projection en a simplifié la rédaction en sélectionnant les éléments les plus parlants ! La partie 3 qui suit n'est donc pas une étude intégrale, chacun des services peut encore être concerné par d'autres cibles (et les cibles contiennent parfois d'autres dimensions), mais nous avons sélectionné les principales, pour lesquelles les services essentiels dans les villes du Sud peuvent directement et immédiatement contribuer.



3

LES SERVICES ESSENTIELS D'AUJOURD'HUI À 2030

Afin de décortiquer tout cela, nous verrons ici pour chaque service (eau, assainissement, déchets, énergie, mobilité, numérique) un état de la situation aujourd'hui, ce que proposent les ODD et ce que nous devons faire pour améliorer les choses, et enfin l'avis de professionnel-le-s juniors et mediors sur les enjeux d'ici à 2030.



L'ACCÈS À L'EAU POTABLE

Qu'en est-il aujourd'hui ?

L'eau, c'est la vie ! Certes, mais il ne suffit pas d'en avoir pour régler tous les problèmes, encore faut-il qu'il y ait un service fonctionnel, accessible et disponible, et que cette eau soit salubre, sans agents pathogènes ou chimiques à des concentrations pouvant nuire à la santé, selon les normes définies par l'Organisation Mondiale de la Santé.

L'accès à l'eau

L'eau doit être fournie par une source d'eau « améliorée », autrement dit dont l'infrastructure ou la construction peut garantir une eau salubre, protégée des contaminations extérieures. Cela peut prendre plusieurs formes :

- **Des réseaux d'eau potable** qui prélèvent, traitent, stockent et distribuent l'eau à domicile ou vers des robinets publics et bornes fontaines (en théorie à une distance maximale de 400 mètres de l'habitation) ;
- **Des points d'eaux autonomes** le plus souvent des puits protégés ou tubés, des forages équipés de pompes manuelles associés à des réservoirs, des mini-réseaux, des bornes-fontaines, ou encore des citernes d'eau de pluie.

Et quand il n'y a même pas de point d'eau ? **Des camions-citernes** viennent remplir des containers, jerricans, bouteilles, seaux... avec de l'eau de qualité parfois douteuse et à des tarifs généralement très élevés, parfois beaucoup plus que pour les usager-e-s qui sont raccordés au service officiel ! L'eau **en bouteille ou en sachet** est aussi une option qui garantit certes la qualité de l'eau, mais revient très cher et n'est donc pas une solution durable ni accessible à tou-te-s.

Attention, même lorsque la source est protégée, l'eau peut être contaminée, notamment à cause de la pollution des nappes phréatiques. Il ne faut pas non plus négliger qu'il est souhaitable que l'eau soit aussi agréable en goût et en odeur pour les usager-e-s.

Bref, une source d'eau améliorée ne signifie pas que tout le monde y ait accès, ni que l'eau soit de qualité... C'est pourquoi les ODD fixent une échelle de niveau de services.

Echelle de niveaux de service pour l'eau définie depuis les ODD et % de la population mondiale y ayant accès en 2015

Géré en toute sécurité	Source améliorée située sur place (dans l'habitation, la cour ou la parcelle) et disponible quand nécessaire, exempte de contamination de matières fécales et de produits chimiques	71%
Élémentaire	Source améliorée située à moins de 30 minutes aller-retour (temps d'attente inclus)	17%
Limité	Source améliorée avec un temps de collecte de plus de 30 minutes aller-retour (temps d'attente inclus)	4%
Non amélioré	Sources ou puits non protégés	6%
Pas de service	Collectée directement d'un cours d'eau, lac, étang... (et très dangereuse pour la santé)	2% (surtout Afrique subsaharienne et Océanie)

Source : Joint Monitoring Programme report 2017

Tout coule ? Tout baigne ?

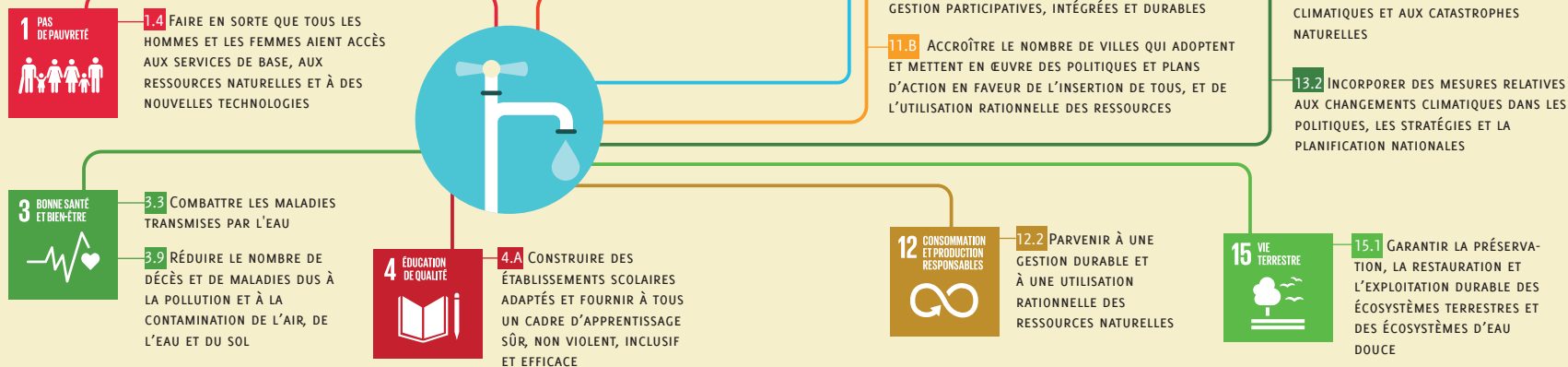
Les conséquences d'un manque d'accès à l'eau potable sont nombreuses : risques pour la **santé** (diarrhées, maladies hydriques), pouvant entraîner de l'absentéisme à l'**école**, frein à l'émancipation des **femmes** car ce sont elles qui sont le plus souvent de corvée d'eau...

Si d'énormes progrès ont été réalisés cette dernière décennie, notamment grâce aux OMD, nous sommes encore loin de l'ambition de l'accès universel de l'Agenda 2030. En 2015, 2 milliards de personnes (soit 30% de la population mondiale) n'ont pas accès à un service géré en toute sécurité, et 844 millions de personnes n'ont même pas accès à un service de base.

Par ailleurs d'importantes inégalités géographiques, socioculturelles et économiques existent, pas seulement entre les zones rurales et urbaines, mais aussi dans les villes, petites et grandes, et entre les différentes régions du monde, parmi lesquelles l'Afrique subsaharienne et l'Océanie accusent un retard préoccupant.

L'eau, vedette des ODD ?

Les ODD n'abordent pas l'eau sous le seul prisme de l'accès, mais y ajoutent toute la filière et la gestion durable des ressources en eau, les risques liés à l'eau et la préservation des milieux, et c'est très important pour assurer la durabilité dans ce secteur ! Si l'on se concentre sur notre mission, l'eau comme un service essentiel urbain, quelles sont exactement les cibles qui peuvent y contribuer ? Et bien, il y en a un peu partout...*



* cf. note Partie 2, p.27

Qu'en disent les pros ?



3 QUESTIONS À CHRISTIAN (CONSULTANT), JEUNE PRO

PASSÉ : COMMENT EN ES-TU ARRIVÉ À TRAVAILLER DANS LE DOMAINE ?

« Depuis le lycée je suis attiré par les métiers de l'ingénierie et du développement. J'avais opté pour des études supérieures en ingénierie mais n'avais pas encore défini le domaine dans lequel je souhaitais exercer. Suite à un certain nombre de constats dans les différentes localités où j'ai vécu au Burkina Faso (périodes de délestage dans la distribution de l'eau, corvées d'eau pénibles, recours à des sources peu fiables, etc.), et fort des encouragements d'un oncle, j'ai décidé de m'orienter vers l'ingénierie de l'eau et de l'assainissement. Après mes études, j'ai donc commencé à exercer dans des projets de développement visant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Ma principale motivation venait donc de mes expériences quotidiennes et de ma volonté de contribuer au développement en Afrique subsaharienne. »

PRÉSENT : QUELLE ANALYSE FAIS-TU DE LA SITUATION AVEC TON EXPÉRIENCE D'AUJOURD'HUI ?

« Les concepts et les pratiques ont bien évolué. Les OMD puis les ODD témoignent de la prise de conscience mondiale de tous les enjeux liés à ce secteur. Cette dernière décennie, l'adage « l'eau c'est la vie » a commencé à trouver son sens et à avoir un écho réel. Il reste encore beaucoup à faire, notamment en Afrique, mais nous sommes sur la bonne voie, et tous les acteurs conjuguent leurs efforts pour atteindre une couverture totale. Concevoir l'accès à l'eau potable comme un droit humain universel permet petit à petit d'optimiser les stratégies, d'améliorer les pratiques dans la gestion du service et de ses infrastructures. »

FUTUR : COMMENT VOIS-TU LE SECTEUR ET LES DÉFIS À L'HORIZON 2030 ?

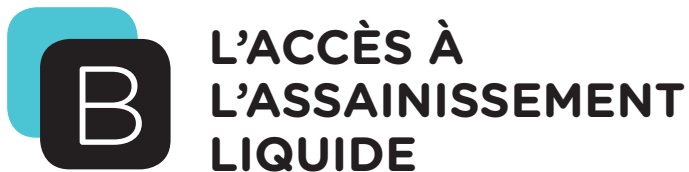
« Pour les villes africaines, je pense qu'en 2030, il est possible d'atteindre l'accès durable à l'eau potable pour tou-te-s. Les variables à prendre en compte sont la croissance démographique et la planification de l'habitat. Les villes africaines ne peuvent grandir indéfiniment ; il faut créer petit à petit de nouveaux centres urbains comme pôles de croissance pour décongestionner les grandes villes. L'accès durable à l'eau dans les villes en développement va de pair avec des politiques et une planification urbaines adéquates. Et puis il faut aussi prendre en compte tous les autres éléments d'entretien, de maintenance et de renouvellement des ouvrages et d'interdépendance avec les autres secteurs. Bref, il y a encore matière à y réfléchir ! »



LE REGARD DE JULIE (UNICEF), EX-JEUNE PRO

QUELS SONT LES DÉFIS À VENIR QUI ATTENDENT LES JEUNES PROS ?

« Les ODD ont bouleversé le monde des services de l'eau en adoptant des cibles plus ambitieuses qui sont le reflet des critiques parfois vives faites aux OMD : on apporte de l'eau mais est-elle située à une distance acceptable, est-elle potable ? Quid des personnes toujours non pourvues en services adéquats ? L'accent mis aujourd'hui sur la couverture universelle et la qualité de l'eau est très ambitieux mais nécessaire pour répondre aux besoins essentiels. Avec la multiplication des crises, la polarisation de l'attention des bailleurs vers leurs impacts sur l'Europe et la réduction de l'aide, le défi est grand mais pas impossible ! Les jeunes de Projection ont un grand rôle à jouer dans l'identification et la mise en œuvre de solutions pérennes pour un meilleur accès à l'eau de tou-te-s. »



L'ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE

Qu'en est-il aujourd'hui ?



Cette partie se concentre sur les eaux usées domestiques. La gestion des eaux pluviales, qui génèrent inondations et pollution des sols, fait généralement l'objet d'infrastructures distinctes, d'ailleurs de plus en plus nécessaires en raison du changement climatique. L'assainissement solide quant à lui, qui correspond à la gestion des déchets, est traité dans la partie suivante.

Les eaux usées domestiques comprennent les **eaux grises** (produites par la vaisselle, la lessive, la douche, la cuisine, etc.) et les **eaux noires** qui désignent les matières fécales et l'urine.

La question de l'assainissement des eaux usées domestiques est souvent réduite à l'accès aux toilettes alors qu'en réalité il s'agit d'une filière articulée autour de plusieurs maillons.

L'accès au service

Il s'agit des toilettes (pour les eaux noires) et des douches et lavabos (pour les eaux grises). Concernant les toilettes, les ODD définissent comme pour l'eau une nouvelle échelle de service :

Échelle de niveau de service pour l'assainissement définie depuis les ODD et % de la population mondiale y ayant accès en 2015

Géré en toute sécurité	Idem (tableau précédent) mais avec en plus le traitement des excreta sur place ou hors site	39%
Élémentaire	Installations améliorées pour chaque famille (donc non partagées)	29%
Limité	Installations améliorées et partagées par plusieurs familles	8%
Non amélioré	Ne garantit pas la séparation des humains avec les excréta	12%
Pas de service	Défécation à l'air libre	12% (surtout Afrique subsaharienne et Océanie)

Source : Joint Monitoring Programme report 2017

Le stockage et l'évacuation

Une fois les eaux usées collectées au niveau domestique, le prochain défi est de les évacuer. L'assainissement collectif désigne des toilettes connectées aux **réseaux d'égouts**, qui collectent les eaux usées pour les acheminer vers des stations d'épuration.

D'accord, mais quand il n'y a pas de connexion à un réseau ? On a recours à l'assainissement non collectif, aussi appelé individuel ou autonome. Les eaux usées sont stockées à domicile dans des fosses (latrines, fosses septiques) qui doivent être régulièrement vidées. On fait alors appel à des camions vidangeurs dotés de pompes : c'est la **vidange mécanique**.

Et quand les camions ne peuvent pas accéder ? Alors ce sont des **vidangeurs manuels** qui interviennent. Ces petits opérateurs extraient les « boues de vidange » (bel euphémisme !) de la latrine à l'aide d'un seau et d'une pelle, et bien trop souvent dans des conditions plus que déplorables : pas d'équipements de protection, travail de nuit par honte et répression policière, stigmatisation sociale, etc.

Le traitement final

Dans le cas d'un réseau collectif, les égouts sont connectés à une **station de traitement** qui traitera les eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel. Les résidus solides et liquides du traitement peuvent ensuite connaître une seconde vie dans l'agriculture (épandage, engrais) ou comme combustibles. De nouvelles **valorisations** sont encore à inventer !

Dans le cas du non collectif, les boues de vidange sont en théorie déchargées dans des **sites de dépotage** adaptés. Les méthodes de traitement y vont du rustique (lits de séchage solaire) au plus complexe (digesteur biogaz). Mais en réalité, faute de site adapté ou accessible, on constate malheureusement que les vidangeurs dépotent souvent de manière sauvage dans la nature, polluant ainsi les sols et générant des risques de contamination pour les populations.

L'assainissement : une 2^{ème} chance avec les ODD

L'accès à l'assainissement accuse un retard important. Une des raisons est que l'assainissement est rarement une priorité d'investissement : les pouvoirs publics ne le considèrent pas comme une priorité par rapport à d'autres secteurs comme l'accès à l'eau par exemple, et la demande des populations est rarement explicite. L'assainissement est du domaine de l'intime, un sujet souvent tabou ; il reste donc peu visible et bénéficie de peu de campagnes de plaidoyer. C'est pourquoi l'assainissement est souvent appelé le « **parent pauvre** » de l'eau.

Pourtant, l'Organisation Mondiale de la Santé estime en 2012 que l'accès limité à l'assainissement coûte près de 7% du PIB dans les pays à faible revenu. À l'inverse, les bénéfices peuvent être très importants : pour chaque dollar investi dans l'assainissement, les estimations sont d'un retour d'au moins 5,50 dollars !

Avec les ODD, l'avenir semble prometteur, puisque l'assainissement est couvert par plusieurs cibles, qui prennent en considération toute la filière.*

* cf. idem note p.27



Qu'en disent les pros ?



3 QUESTIONS À MARION (GRET), JEUNE PRO

PASSÉ : COMMENT EN ES-TU ARRIVÉE À TRAVAILLER DANS LE DOMAINE ?

« Après des études d'ingénierie dans le secteur de l'eau et l'assainissement, j'ai découvert l'assainissement de manière pratique et sur le tas à l'occasion d'un premier stage dans une ONG à Madagascar. Le sujet m'a passionnée de par ses enjeux multisectoriels (techniques, sociaux, financiers, etc.) et l'ampleur des besoins. Quoi de plus passionnant que de parler toilettes et boues de vidange ? »

PRÉSENT : QUELLE ANALYSE FAIS-TU DE LA SITUATION AVEC TON EXPÉRIENCE D'AUJOURD'HUI ?

« En milieu urbain, les enjeux portent principalement sur l'accès à des services améliorés : bien souvent, les populations ont accès à une forme d'assainissement, mais de faible qualité (mauvaise toilette, vidange manuelle non hygiénique, pas de traitement des effluents). Les pouvoirs publics prennent de plus en plus conscience des enjeux des services d'assainissement en milieu urbain, mais les besoins d'investissement et les défis de la gestion des services sont multiples. La difficulté est de trouver l'équilibre entre les aspirations à l'assainissement collectif, souvent perçu comme un idéal, et les solutions alternatives. Ces dernières sont moins chères à l'investissement ou au fonctionnement, mais posent des défis de régulation du secteur par les pouvoirs publics. »

FUTUR : COMMENT VOIS-TU LE SECTEUR ET LES DÉFIS À L'HORIZON 2030 ?

« Au vu des programmes actuels, on peut sans doute espérer une forte réduction de la défécation à l'air libre, et un meilleur accès à des toilettes hygiéniques. Peut-être même à une évacuation plus hygiénique ? Mais au vu des besoins et investissements nécessaires, il restera encore beaucoup à faire en 2030 pour avoir des filières d'assainissement complètes, jusqu'au traitement et la valorisation. »



LE REGARD D'ANDRÉ (ONAD*), EX-JEUNE PRO

QUELS SONT LES DÉFIS À VENIR QUI ATTENDENT LES JEUNES PROS ?

« Le secteur de l'assainissement sera confronté à l'importance et la complexité des demandes des bénéficiaires du fait de la croissance démographique, de l'urbanisation galopante, de la sensibilité des milieux récepteurs et du changement climatique. Ainsi, les jeunes pros auront à relever les défis d'identification, de conception et de planification d'actions durables, et de mobilisation des financements des interventions dans des environnements institutionnels souvent délicats. Ils auront aussi à relever les défis du suivi et de l'évaluation des actions et surtout le reporting pour apprécier les progrès globaux enregistrés. L'autre défi sera de parvenir à mobiliser les populations pour un usage citoyen et responsable des infrastructures. »



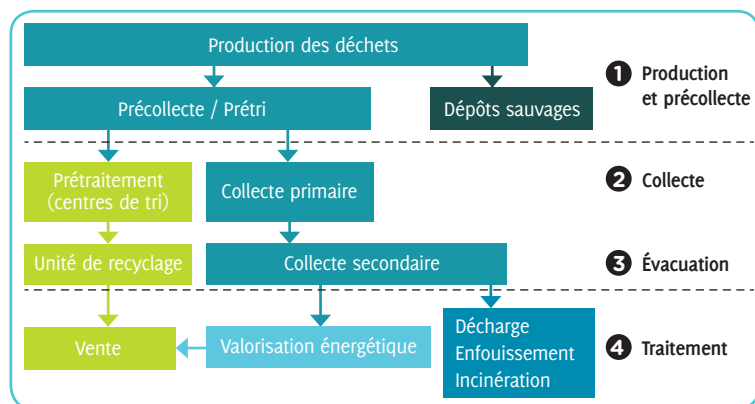
LA GESTION DES DÉCHETS SOLIDES

Qu'en est-il aujourd'hui ?

La gestion des déchets solides est un grand défi dans de nombreuses villes du Sud, qui se heurte souvent aux limites posées par la structuration de l'habitat, par l'organisation de l'espace (ou plutôt par le manque d'organisation de cet espace), ou encore par la faible sensibilisation des populations qui abandonnent leurs déchets sur des terrains vagues ou dans la rue.

L'accessibilité des habitations pour collecter les ordures ménagères est en effet souvent très réduite, parfois impossible avec les équipements classiques tels que les camions-bennes. En particulier, les zones d'habitat précaire en périphérie des villes sont souvent denses, avec des voies d'accès qui ne peuvent pas être empruntées par des véhicules motorisés.

La gestion des déchets relève d'une **filière** dont les grandes étapes sont :



Source : Groupe Initiatives 2016



LA PRÉCOLLECTE S'EFFECTUE GRÂCE À DE PETITS VÉHICULES DE RAMASSAGE ADAPTÉS AUX QUARTIERS INACCESSIBLES, TROP DENSES OU TROP ÉLOIGNÉS POUR LES CAMIONS DE COLLECTE.

De la production à la précollecte...

La **précollecte** se fait à domicile et n'est pas systématique. Elle s'effectue grâce à de petits véhicules de ramassage (charrettes, tricycles, véhicules de petit gabarit, etc.) adaptés aux quartiers inaccessibles, trop denses ou trop éloignés pour les camions de collecte. Parfois les précollecteurs trient les déchets à la source selon leurs compositions ou sont spécialisés sur un type de déchet particulier. Dans beaucoup de villes du Sud, les précollecteurs viennent récupérer les déchets au domicile des populations, alors que dans certains quartiers, les populations doivent se déplacer pour jeter leurs déchets à un point donné, comme une **benne à ordures**. Les pratiques de **dépôts sauvages** (avec des risques de pollution et d'infiltration des sols et nappes phréatiques) peuvent être palliées par des petites entreprises de précollecte au sein des quartiers précaires.

... Au traitement final

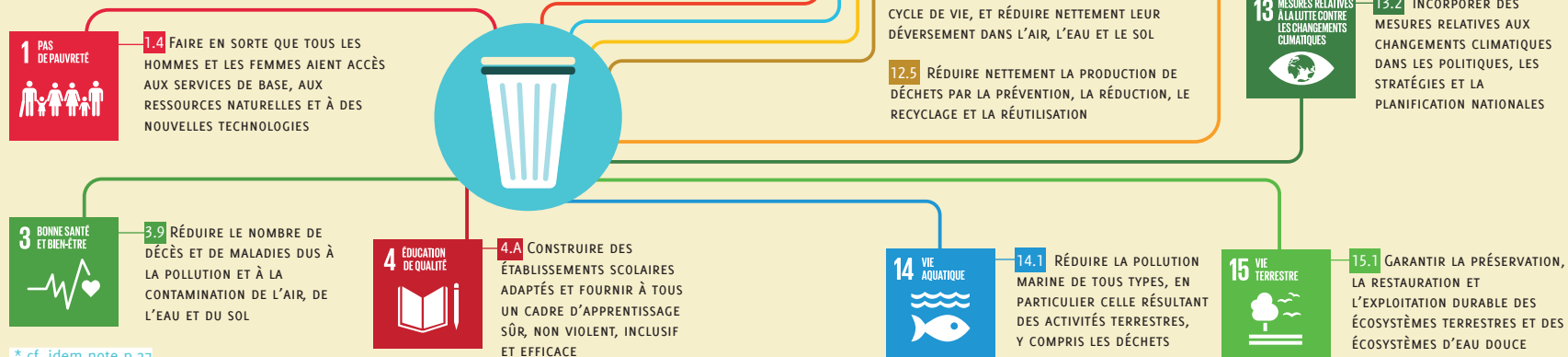
Les précollecteurs déversent ensuite leur contenu dans des **points de regroupement** (bennes); c'est le maillon intermédiaire. Une fois remplies, ils sont transportés par **camions** jusqu'au dernier maillon de la filière: le site de traitement. Il s'agit généralement d'un **centre d'enfouissement** (décharge), d'un **centre de tri** ou d'un **centre de recyclage**.

On parle beaucoup aujourd'hui de valorisation :

- **Valorisation énergétique** : récupération de la chaleur dégagée lors de l'incinération de déchets pour production de chaleur ou d'électricité, ou récupération du biogaz par la méthanisation de déchets organiques pour la production d'électricité, de chaleur, de gaz naturel ou de carburant. Rare dans les pays du Sud, l'incinération se fait souvent à l'air libre, que ce soit sur les décharges ou sites de dépôt sauvage ;
- **Valorisation organique** : récupération de compost issu de la dégradation de déchets organiques par compostage ou méthanisation ;
- **Valorisation matière** pour les transformer en matière première secondaire : recyclage (transformation des matériaux pour un nouveau produit), réemploi (réparation ou remise à neuf), réutilisation (pour de nouveaux usages), régénération (après transformation, le déchet peut être réutilisé comme matière « vierge », notamment pour des déchets comme les solvants, peintures, acides et huiles).

À la recherche des déchets dans les ODD...

Certes, la gestion des déchets n'a pas son propre objectif dédié, et a donc l'air beaucoup plus absent des ODD que les autres services essentiels, et pourtant, en regardant bien les cibles, on se rend compte que les déchets manquent juste de visibilité, et sont tout aussi présents que les autres services essentiels *!



* cf. idem note p.27

Qu'en disent les pros ?



3 QUESTIONS À ADELINE (GRET), JEUNE PRO

PASSÉ : COMMENT EN ES-TU ARRIVÉE À TRAVAILLER DANS LE DOMAINE ?

« Après avoir travaillé sur la gestion des déchets fermentescibles (composés exclusivement de matière organique biodégradable) à Madagascar et au Sénégal, j'ai consacré ma thèse de géographie aux liens entre les territoires urbains et la valorisation des déchets à Dakar et Addis Abeba. Les déchets permettent de voyager au cœur des espaces urbains, dans leurs interstices et dans leurs marges, notamment lorsque l'on s'intéresse au secteur informel. Ils dévoilent les pratiques des ménages mais sont également un objet politique dans des villes où les problèmes environnementaux et sanitaires restent majeurs. J'ai mené ma thèse en lien avec l'ONG où je travaille aujourd'hui. »

PRÉSENT : QUELLE ANALYSE FAIS-TU DE LA SITUATION AVEC TON EXPÉRIENCE D'AUJOURD'HUI ?

« Les réflexions et projets que j'ai menés révèlent que le service reste très inégal entre les quartiers, que les dépôts sauvages sont trop nombreux, et que les solutions de collecte et de traitement proposées sont trop « modernes » et inadaptées aux capacités à payer des usager-e-s et aux contraintes du terrain (topographies difficiles, habitat irrégulier, manque de foncier, etc.). Toutefois, on observe une prise de conscience réelle des pouvoirs publics et des citoyens, et une reconnaissance croissante de la contribution du secteur dit « informel ». La vision intégrée du service se traduit par l'élaboration de modèles hybrides davantage adaptés aux contextes locaux. »

FUTUR : COMMENT VOIS-TU LE SECTEUR ET LES DÉFIS À L'HORIZON 2030 ?

« Des quantités de déchets toujours plus importantes sont produites et ce problème, avant tout urbain, concernera également les espaces ruraux, à l'instar de paysages envahis par les sacs en plastique. Une réduction des déchets à la source et un accent mis sur la valorisation des déchets s'avèreront incontournables même si les taux de collecte resteront certainement proches de 70%, voire 80%. En effet, la saturation des sites de décharge, véritables bombes à retardement, est à anticiper en réfléchissant à des moyens de traitement innovants dès maintenant. »



LE REGARD DE GUILLAUME (ENVIE 2E), EX-JEUNE PRO

QUELS SONT LES DÉFIS À VENIR QUI ATTENDENT LES JEUNES PROS ?

« Il est important de se rappeler certaines choses pour aborder sereinement les années à venir : ne pas sous-estimer la sensibilisation à la réduction des déchets ; aborder la problématique des déchets dans son ensemble comme une filière globale où tous les métiers sont interdépendants (de la prévention en passant par la collecte et le recyclage jusqu'au traitement) ; se rappeler que la gestion des déchets, prise dans son ensemble, coûtera toujours plus qu'elle ne rapportera. Ainsi, former les services techniques des collectivités locales, échanger les bonnes et les mauvaises pratiques ou ne pas importer une technologie mal maîtrisée seront autant de défis à relever pour les années à venir. »



LES SERVICES ÉNERGÉTIQUES

Qu'en est-il aujourd'hui ?

L'énergie prend différentes formes en fonction de ses sources, avec des impacts différents sur les conditions de vie :

- **Les énergies dites « traditionnelles »** (bois, charbon, résidus agricoles, etc.) sont accessibles, mais posent des problèmes environnementaux et sanitaires.
- **Les énergies dites « modernes »** (électricité, gaz, etc.) sont considérées comme plus efficaces et plus propres.

Pourquoi parler de services énergétiques ?

L'Agence Internationale de l'Énergie définit l'accès aux énergies modernes comme un « accès fiable et peu cher à un système de cuisson propre, une première connexion à l'électricité, puis un niveau de consommation électrique croissant dans le temps ». Au cœur de cette définition, se trouve l'enjeu de repenser **les services énergétiques à partir des usages**, et pas seulement de l'accès. La notion de « service énergétique » inclut donc les avantages qu'apporte l'énergie au-delà du branchement.

En effet, avoir accès à l'énergie a des impacts sur plusieurs dimensions du développement humain : amélioration de l'éducation (de la lumière pour faire ses devoirs), de la santé (moins de fumées nocives de poêles, respect de la chaîne du froid), de la sécurité (éclairage nocturne), de l'accès à l'information (branchement TV, recharge de téléphone), ou encore de l'activité économique.

Les services énergétiques doivent pour cela être **abordables financièrement, mais aussi stables et réguliers** (quid des délestages et coupures de courant

fréquents dans les villes du Sud ?). Quand le réseau est défaillant, les populations combinent d'autres sources d'énergie, potentiellement moins propres, ou des branchements illégaux dangereux.

Précarité et inégalités énergétiques

Aujourd'hui, 1,2 milliards de personnes (17% de la population) n'ont pas accès à l'électricité. Si l'on considère qu'un service énergétique n'est pas seulement une prise électrique, la précarité énergétique de même n'est pas seulement une question de prix mais plus largement de tous les usages qui s'en trouvent contraints.

Il y a donc des inégalités en termes de types d'énergie, d'accès, et de conditions sociogéographiques. À première vue, les villes ont davantage accès à l'énergie par un réseau, et les zones rurales ont plutôt recours aux énergies traditionnelles, ou bien modernes mais individuelles (générateurs, petits panneaux photovoltaïques...). Mais au sein même des villes du Sud, les plus pauvres souffrent **d'un côté de l'absence d'accès au réseau, et de l'autre du manque de moyens pour investir dans les alternatives individuelles**. Ainsi par exemple, sur 15 grandes villes africaines couvertes par le réseau électrique, seuls 11% des quartiers précaires périurbains étaient connectés en 2008.

Vers des énergies propres

Aujourd'hui, les politiques de transition énergétique promeuvent une réduction de l'usage des énergies « traditionnelles » au profit des énergies « modernes », afin de protéger l'environnement. Quand la substitution est difficile faute de moyens ou d'infrastructures, **des mesures d'optimisation** (fours à bois performants) **et de réduction des consommations** en responsabilisant les usager-e-s sont mises en œuvre.

À ceci, s'ajoute l'émergence des **énergies renouvelables** (solaire, éolien, hydraulique, géothermie, biomasse). Elles proviennent de sources que la nature renouvelle sans cesse, par opposition aux énergies fossiles dont les stocks s'épuisent.

LES +

- + Pas ou peu de déchets ou d'émission polluantes
- + Lutte contre l'effet de serre et les rejets de CO₂
- + Préservation des ressources naturelles
- + Génération d'emplois locaux
- + Flux inépuisables

LES - des énergies renouvelables

- Puissance énergétique plus faible
- Coût important des équipements dont la rentabilité peut se faire attendre des années
- Rendement parfois insuffisant, parfois intermittent, qui ne suffit pas pour subvenir à la totalité des besoins énergétiques
- Problème de recyclage de certaines installations (cellules photovoltaïques et thermiques par exemple)

Énergiser les ODD

L'énergie s'est vue attribuer un objectif à part entière, à savoir le 7 « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable ». Mais le diable est dans les détails ! Cet ODD porte en fait plus sur la production d'énergie que sur l'accès des ménages au service. Ce dernier enjeu est pris en compte par plusieurs autres ODD, ce qui montre bien que cette notion de service énergétique se décline dans plusieurs dimensions du développement*.



* cf. idem note p.27

Qu'en disent les pros ?



3 QUESTIONS À EMMANUELLE (HYDROCONSEIL / LATTS), JEUNE PRO

PASSÉ : COMMENT EN ES-TU ARRIVÉE À TRAVAILLER DANS LE DOMAINE ?

« J'ai suivi une double formation à l'IEP de Rennes et à l'Institut Français d'Urbanisme sur la gestion des services essentiels. Après mes études, je souhaitais allier les thématiques des services essentiels et du développement international, et j'ai trouvé mon premier poste dans un bureau d'études spécialisé sur le sujet. J'ai en parallèle repris contact avec une de mes professeures, ce qui m'a aidée à formuler un projet de thèse en lien avec ses priorités de recherche. Je commence donc une thèse en CIFRE sur les mini-réseaux électriques dans plusieurs zones périurbaines d'Afrique subsaharienne, à cheval entre le monde opérationnel du bureau d'études et le monde scientifique à l'université. »

PRÉSENT : QUELLE ANALYSE FAIS-TU DE LA SITUATION AVEC TON EXPÉRIENCE D'AUJOURD'HUI ?

« J'ai perçu lors de mes séjours en Afrique une grande hétérogénéité dans l'accès au service électrique, avec une première ligne de fracture entre les villes, qui bénéficient d'une couverture par le réseau conventionnel, et les villages, que souvent le réseau n'atteint pas et qui ont recours à de petits générateurs, des panneaux photovoltaïques, etc. La seconde ligne de fracture est à l'intérieur-même des villes : le réseau ne couvre qu'une partie du territoire (laissant pour compte les périphéries), avec de gros problèmes pour assurer un service continu aux usager-e-s (délestages quotidiens, problèmes de recouvrement, réseaux obsolètes...). Les populations doivent donc pratiquer la « technique de la débrouille ». »

FUTUR : COMMENT VOIS-TU LE SECTEUR ET LES DÉFIS À L'HORIZON 2030 ?

« L'accès à l'énergie est un enjeu majeur, et de plus en plus de projets sont formulés pour accroître l'accès à l'électricité. C'est d'autant plus important que cela permettra d'accompagner les innovations en cours, notamment la révolution numérique. Un autre défi sera la place des énergies renouvelables : en zone rurale des solutions renouvelables ou hybrides sont de plus en plus envisagées, encouragées par la baisse des coûts de production. En zone périurbaine la question est de savoir si l'on s'orientera plutôt vers une extension de réseau (à condition que les opérateurs puissent soutenir de tels investissements) ou vers des solutions décentralisées, plus souples mais posant des questions de gestion, de normalisation, de gouvernance, etc. »



LE REGARD DE THOMAS (ENTREPRENEURS DU MONDE), EX-JEUNE PRO

QUELS SONT LES DÉFIS À VENIR QUI ATTENDENT LES JEUNES PROS ?

« L'accès à l'énergie souffre d'un déficit de financement. Les fonds mobilisés chaque année représentent à peine un tiers des besoins pour que l'accès universel à une énergie fiable, durable, moderne et abordable soit une réalité en 2030. Il faut donc s'attendre à travailler avec des moyens sous-dimensionnés. Mais ceci est aussi un formidable moteur d'innovation ! Ainsi, la baisse du coût des panneaux photovoltaïques et l'irruption des technologies mobiles permettent de redéfinir les offres commerciales et de s'affranchir des infrastructures conventionnelles en réseau. Le défi pour les jeunes pros est donc de s'approprier ces outils et d'inventer les modes opératoires permettant de valoriser leur potentiel. »



LES TRANSPORTS ET LA MOBILITÉ URBAINE

Qu'en est-il aujourd'hui ?

La mobilité définit l'ensemble des déplacements d'une personne relatifs à des activités quotidiennes liées au travail, à la consommation et aux loisirs dans un espace donné. Cette définition implique tous les modes de transport : individuels (marche à pied, vélo, motorcycle, véhicule privé, etc.) et collectifs (taxi, bus, tramway, métro, train, téléphérique, bateau-bus, etc.). Il ne faut pas non plus oublier les flux de marchandises, ainsi que les mobilités touristiques ou événementielles qui, plus ou moins concentrées dans le temps, peuvent doubler la population sur un territoire, et dont il faut aussi structurer les déplacements.

Transports, déplacements et plus encore

Il y a peu de temps encore, on parlait uniquement des « transports » dans une approche très technique, sans prendre en compte la **multimodalité** (coexistence de plusieurs transports) et l'**intermodalité** (combinaison des usages, correspondances, connexions entre ces modes de transports) avec toute la diversité des déplacements et des pratiques (pédaler jusqu'à l'arrêt de bus, ou prendre un rickshaw en sortant du métro).

Lorsqu'on parle de mobilité, cela renvoie à une forme de liberté. Pouvoir se mouvoir dans l'espace à l'aide de services de déplacement est un véritable enjeu pour l'accès aux soins, à l'éducation, aux loisirs ou encore à l'emploi.

Les systèmes de mobilité participent aussi à la cohésion d'une ville, en prenant en compte l'inclusion des quartiers isolés ou trop éloignés.

N.B.

Dans certains pays européens, la gratuité des transports en commun est entrée en vigueur comme plan de lutte contre le chômage et la précarité ! Mais n'oublions pas que la marche à pied reste dans beaucoup de pays du Sud le moyen de transport dominant surtout dans les zones les plus isolées !

Et dans les villes du Sud ?

Dans les villes du Sud, on distingue deux catégories :

- **Le transport conventionnel** (les lignes de bus par exemple) régi par un opérateur désigné par les pouvoirs publics ;
- **Le transport dit « artisanal »** (autrement qualifié d'informel ou non régulier) qui renvoie à des moyens de déplacement tels que les taxis collectifs, minibus, taxis-moto, *rickshaws*, *tuc-tuc*...

Avec le changement climatique et l'incitation à réduire les consommations d'énergie et la pollution, les modes de transports qui reposent sur l'automobile sont amenés à évoluer. L'enjeu principal dans les villes du Sud est avant tout celui du développement des systèmes de transports publics, qui sont encore insuffisants au vu des rythmes d'urbanisation.

Plus largement, il s'agit de favoriser le transfert des modes de déplacements individuels (fortement consommateurs d'espace, d'énergie et générateurs d'externalités négatives) vers des usages partagés, notamment facilités par le numérique (le covoiturage en est un bon exemple). Toute la question pour la puissance publique est de trouver sa juste place dans la régulation de ces nouveaux systèmes. Il s'agit d'une véritable révolution dans la conception et les pratiques de la mobilité !



UN PAYS DÉVELOPPÉ N'EST PAS
UN PAYS OÙ LES PAUVRES POSSÈDENT
UNE VOITURE. MAIS UN PAYS OÙ
LES RICHES UTILISENT LES TRANSPORTS
EN COMMUN »

Enrique Peñalosa, ex-maire de Bogotá

Se déplacer dans les ODD

On retrouve principalement l'enjeu de la mobilité urbaine en cible de l'objectif 11 « Villes et communautés durables ». Une cible dédiée, c'est bien ; une vision transversale et intégrée à d'autres enjeux du développement durable, c'est mieux ! Et la mobilité ne fait pas exception, puisqu'on retrouve comme pour les autres services essentiels cet enjeu dans d'autres ODD (qui ne sont pas forcément ceux auxquels on aurait pu s'attendre...) *.

* cf. idem note p.27



Qu'en disent les pros ?



3 QUESTIONS À MATHIEU (CODATU), JEUNE PRO

PASSÉ : COMMENT EN ES-TU ARRIVÉ À TRAVAILLER DANS LE DOMAINE ?

« Je suis issu d'une formation d'ingénieur en télécommunications. Lors de ma dernière année d'études, j'ai rejoint le Master Ingénierie des Services Urbains en Réseau de l'IEP de Rennes. Ce master a pour objectif de former des spécialistes des services essentiels. Les enjeux de mobilité urbaine et l'importance de ces systèmes dans l'évolution des villes m'ont tout de suite intéressé. C'est un secteur d'avenir, qui touche à notre vie quotidienne et qui rassemble une multitude d'aspects passionnants. »

PRÉSENT : QUELLE ANALYSE FAIS-TU DE LA SITUATION AVEC TON EXPÉRIENCE D'AUJOURD'HUI ?

« Les villes du Sud sont de plus en plus peuplées ; ce sont des dizaines de millions de personnes qui se déplacent quotidiennement sur des distances parfois immenses. Pendant longtemps, le modèle du « tout automobile » a fait beaucoup de mal aux villes qui se sont concentrées sur le développement d'infrastructures routières. Nous avons fait les mêmes erreurs dans nos villes, et sommes en train de faire machine arrière : nous réduisons notre usage de la voiture, développons la pratique de la marche et du vélo, promovons les transports publics. Aujourd'hui, nous sommes capables d'élaborer des systèmes de transports en commun très performants. Mais les véritables enjeux sont politiques et financiers. Certains pays avancent très vite, tandis que d'autres traînent par manque de leadership politique. »

FUTUR : COMMENT VOIS-TU LE SECTEUR ET LES DÉFIS À L'HORIZON 2030 ?

« La mobilité du futur devra être intelligente et écologique. Les technologies de l'information et de la communication vont jouer – et jouent déjà – un rôle essentiel dans l'évolution de la mobilité urbaine. Aujourd'hui, l'outil numérique apporte un potentiel innovateur insoupçonnable : l'optimisation des systèmes de transport public, le développement de nouveaux services à la demande, l'apparition de véhicules autonomes, etc. À cela, s'ajoute la nécessité de développer une mobilité écologiste face aux enjeux climatiques de plus en plus lourds. Si le secteur n'évolue pas, dans dix ans, nous serons face à des villes irrespirables et perpétuellement congestionnées. »



LE REGARD D'AURELIE (SYSTRA), EX-JEUNE PRO

QUELS SONT LES DÉFIS À VENIR QUI ATTENDENT LES JEUNES PROS ?

« L'urbanité et la mobilité sont en ébullition. Le principal défi sera de rester clairvoyant tout en s'autorisant à être visionnaire. Les ruptures technologiques (véhicules autonomes, data...) et servicielles (packs de mobilité, économie du partage...) offriront de nouvelles solutions mais elles peuvent aussi être des chausse-trappes dont les effets pourraient être critiques s'ils ne sont pas anticipés. Les jeunes professionnel-le-s devront être pointu-e-s techniquement sans oublier l'essentiel : traiter la mobilité comme le système nerveux central des territoires, avec son cortège de controverses : quelles formes d'habitat pour quelles mobilités ? Quelle gestion des biens communs ? Quels mécanismes de répartition de la valeur ? Comment progresser pour une mobilité plus inclusive ? Autant de débats passionnants ! »



LES SERVICES DU NUMÉRIQUE

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) servent à collecter, stocker, analyser et partager l'information. Elles sont issues de la convergence entre l'informatique, les télécommunications et les contenus numériques. Mais la notion de « numérique » est encore plus large, et englobe :

- **L'accès à des équipements et services connectés, particulièrement grâce aux téléphones mobiles** : il y a aujourd'hui 5 milliards d'utilisateur-e-s mobiles et 3 milliards d'internautes dans le monde.
- **Le développement de nouveaux acteurs, usages et services numériques** qui bouleversent les interactions et activités sociales et économiques. Pas étonnant qu'on parle de révolution numérique !

Le numérique pour les services essentiels

Le numérique peut jouer un rôle structurant sur les différents services essentiels :

- **Optimisation du fonctionnement des réseaux** par des capteurs et l'exploitation des données pour, par exemple, identifier des fuites dans un réseau, optimiser la navigation de camions-bennes, construire des plateformes de mobilité à la demande ;
- **Suivi de la consommation** en temps réel avec des compteurs intelligents ou du prépaiement et prévision de la demande (planification des pics de consommation) ;

- **Amélioration des relations clientèles** avec une diversification des moyens de paiement, des comptes en ligne, de plateformes de réclamations... facilitant le recouvrement des factures ;
- **Développement de services innovants** comme l'enlèvement des déchets à la demande ou des kits solaires prépayés par téléphone (« pay-as-you-go ») ;
- **Amélioration de la gouvernance** en partageant les données et en offrant des espaces de concertation entre acteurs publics, privés et citoyens.

Le numérique, un service essentiel comme les autres ?

Le numérique est de plus en plus considéré comme un service essentiel. En effet, les TIC contribuent à l'**amélioration des conditions de vie** (éducation à distance, suivi sanitaire avec la e-santé, accès à l'emploi), au **développement économique** (productivité et attractivité), à la **participation citoyenne**, et à une **meilleure gestion des ressources** naturelles (par l'optimisation des autres services essentiels).

Le numérique recouvre aussi une diversité de dimensions similaires à celles des autres services urbains : construit sur une **infrastructure matérielle**, requérant des investissements lourds, il apporte des **services aux populations**, avec des **offres commerciales** et une diversité d'opérateurs.

La transition numérique présente cependant aussi des défis. La question de l'**exclusion numérique** émerge et n'est pas seulement une question de couverture par un signal, mais également de prix, d'acceptabilité sociale, d'inégalités de genre, de contrôle politique et de capacité à utiliser les nouveaux outils.

Enfin, les enjeux de protection des données requièrent des cadres régulateurs et des schémas de gouvernance multi-acteurs. À l'heure actuelle toutefois, le cadre institutionnel n'est pas – encore – à la hauteur et peine à suivre le rythme de la révolution numérique, surtout dans les pays en développement...

LE PARALLÈLE ENTRE SERVICES NUMÉRIQUES ET AUTRES SERVICES ESSENTIELS RESTE DONC ENCORE À CREUSER, MAIS SEMBLE BIEN PROMETTEUR...

Et dans les villes du Sud ?

Les pays en développement sont devenus des lieux propices aux innovations, offrant des services dématérialisés aux populations à un coût réduit (le Mobile Money permet à des millions de personnes d'accéder à des services financiers dont elles étaient jusqu'alors exclues). Ce potentiel fait naître en Afrique et ailleurs une génération de nouveaux entrepreneurs. Les TIC sont par là aussi une source d'emploi et de développement économique.

Les TIC des ODD

Si le numérique ne fait pas l'objet d'un ODD en tant que tel, une cible porte spécifiquement sur la connectivité, et les TIC sont mises en valeur à de nombreuses reprises comme catalyseurs du développement social et économique. On les trouve à la fois dans des cibles d'impact, c'est-à-dire pour leur développement en propre, mais aussi dans des cibles de moyens, comme support d'actions pour d'autres secteurs et services. On trouve d'ailleurs particulièrement les TIC dans les ODD 16 et 17, consacrés aux institutions et moyens de mise en œuvre pour l'Agenda 2030*.

* cf. idem note p.27



Qu'en disent les pros ?



3 QUESTIONS À MARGAUX (NUMA), JEUNE PRO

PASSÉ : COMMENT EN ES-TU ARRIVÉE À TRAVAILLER DANS LE DOMAINE ?

« Urbaniste de formation, j'ai découvert les enjeux liés au développement des villes du Sud lors d'un stage à ONU-Habitat. Cette expérience a ancré mon envie de travailler dans le secteur, et m'a conduite à rejoindre un bureau d'études spécialisé dans le développement urbain au Sud, où je travaillais notamment sur les enjeux de gouvernance. J'ai ensuite rejoint un accélérateur de start-up, où je déploie à l'international un programme d'innovation ouverte dans le secteur urbain qui rassemble municipalités, grandes entreprises, start-up et citoyen-ne-s pour cocréer des solutions innovantes pour les services urbains à partir des données. »

PRÉSENT : QUELLE ANALYSE FAIS-TU DE LA SITUATION AVEC TON EXPÉRIENCE D'AUJOURD'HUI ?

« La diffusion des technologies et services numériques dans les villes du Sud a connu un rythme spectaculaire cette dernière décennie – notamment via l'accès aux téléphones mobiles et à Internet. Les villes en sont le terrain privilégié, puisqu'elles concentrent la majorité des infrastructures et des usager-e-s. La révolution numérique bouleverse les usages et ouvre la voie vers l'amélioration des services essentiels et vers la création des services de demain plus durables et inclusifs : optimisation de la gestion des réseaux, modélisation numérique... La production et l'accès renforcés aux données socio-économiques et urbaines ont un rôle essentiel à jouer pour éclairer et améliorer la gestion des territoires ! »

FUTUR : COMMENT VOIS-TU LE SECTEUR ET LES DÉFIS À L'HORIZON 2030 ?

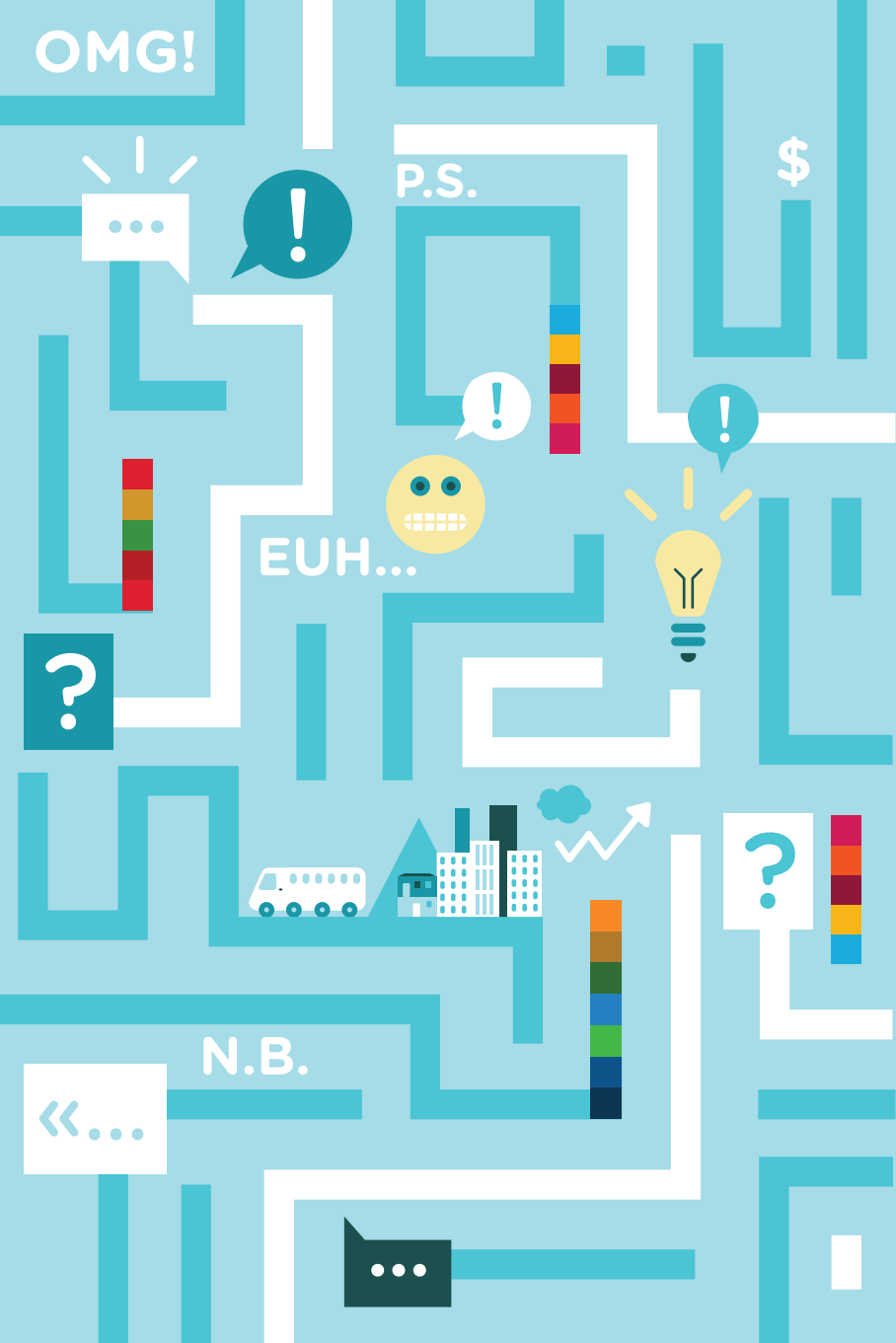
« D'ici 2030, de nouvelles révolutions numériques auront certainement eu lieu, que l'on ne connaît pas encore : les choses évoluent tellement vite ! Les nouvelles technologies et les données qu'elles permettent de produire peuvent jouer un rôle moteur du développement des villes du Sud. Certains des défis à relever afin de mettre en place ce cercle vertueux sont déjà connus : réduire la fracture numérique et garantir un accès équitable aux nouveaux services, encadrer la production et l'exploitation massive de données, mais aussi mettre en place des formes de gouvernance plus agiles et collaboratives pour fédérer acteurs publics, grandes et petites entreprises, associations et citoyens autour de ces enjeux. »



LE REGARD DE GWENAËL (AFD), EX-JEUNE PRO

QUELS SONT LES DÉFIS À VENIR QUI ATTENDENT LES JEUNES PROS ?

« Les professionnel-le-s du numérique pour le développement devront combiner une excellente connaissance des technologies avec une capacité à sensibiliser de manière pédagogique et enthousiasmante les décideur-e-s. Ils et elles devront également savoir accompagner les changements organisationnels et humains qui viennent avec le déploiement de nouvelles technologies. Mais n'oublions pas que le numérique s'insère dans les pratiques de tous les secteurs. Ainsi tou-te-s les professionnel-le-s devront savoir adopter des usages numériques au quotidien – que ce soit travailler de manière collaborative sur des réseaux sociaux, présenter des données complexes sous forme graphique, ou maîtriser les logiciels dans les métiers d'ingénierie. Le numérique sera une compétence professionnelle incontournable pour chacun-e ! »



4

ON SE REMONTE LES MANCHES, ET ON MET LES PIEDS DANS LE PLAT

Maintenant que tu maîtrises bien chacun de ces services, nous te proposons quelques entrées sur les grands débats et les grandes questions que se posent les jeunes professionnel-le-s sur leur secteur et leurs pratiques (tu peux aussi retrouver d'autres enjeux transversaux du même type dans Parier Sud 1). Bien sûr, il ne s'agit pas là de définir de nouvelles doctrines ou d'affirmer des solutions, mais au contraire de s'interroger de manière réflexive, en prenant du recul, afin de susciter le débat et de défricher les grandes questions qui, selon nous, structureront les avancées des services essentiels pour les ODD !



RÉSEAU OR NOT RÉSEAU? THAT'S THE QUESTION!

Dans les pays occidentaux, développement urbain et grands réseaux techniques de services centralisés, uniformes, et publics en l'occurrence, sont allés de pair au XIX^e siècle, ce qui a permis de faire face à l'urbanisation. Ce système s'est imposé comme un modèle de modernité du « tout-réseau » à répliquer dans les villes en développement.

Splendeur et misères du « tout-réseau »

Ce modèle se révèle de plus en plus défaillant au Sud, du fait du manque de capacités techniques, humaines, institutionnelles et financières des pouvoirs publics, de la rapidité de la croissance et de l'expansion urbaine... Or aujourd'hui, « modernité » ne devrait-il pas être synonyme de durabilité, résilience, inclusion? Est-ce vraiment le cas du « tout-réseau »?

- **L'impact écologique des systèmes "tout-réseau est fort:** prélèvement ou production massive centralisée (d'eau ou d'électricité), acheminement sur de longues distances (d'où pertes en ligne et fuites), et enfin distribution qui, faute de prise en compte des usages, génère des gaspillages. Ils sont aussi eux-mêmes très consommateurs d'énergie, voire contribuent à la production de déchets (tirer une chasse d'eau, c'est jeter de l'eau potable!).

- **Leur adaptabilité et leur résilience** sont faibles: perturbés par de fortes pluies dans les villes occidentales, comment pourraient-ils résister à une bonne petite mousson? En outre, ils requièrent des compétences humaines en gestion et maintenance qui ne sont pas toujours présentes. À défaut, ils se détériorent (requérant toujours plus d'investissements) et / ou le service est défaillant (coupures, fuites...).
- Quant à leur **rôle d'inclusion...** Au vu des lourds investissements qu'ils supposent, leur extension aux périphéries urbaines reste limitée, sans compter que de grosses infrastructures sont difficiles à déployer dans des quartiers denses et irréguliers, à moins de détruire des habitations...

L'émergence du « off-grid »

Des systèmes alternatifs se mettent donc en place, portés par des ONG, des coopératives, des petits entrepreneurs privés... « Autonomes » ou « décentralisées », ces initiatives reposent sur des techniques simples et des services à faible coût, sont moins consommatrices de ressources et plus adaptées aux contextes locaux.



- Puits et forages autonomes avec bornes-fontaines ou mini-réseaux décentralisés



- Fosses septiques, latrines Ecosan avec séparation des urines



- Enlèvement de déchets par des précollecteurs appelés à la demande



- Petits panneaux photovoltaïques à domicile ou à l'échelle du quartier

Le hors-réseau, une solution miracle? Pour l'heure, le service recherché par les ménages, les ingénieur-e-s, les pouvoirs publics et les acteurs économiques reste malgré tout le raccordement au réseau. Il n'est donc pas certain de voir ces alternatives se développer, tout du moins officiellement, dans un futur proche, à moins de **faire évoluer les représentations pour qu'elles soient considérées comme des innovations positives plutôt que des services « au rabais »**.

Enfin, un enjeu central de systèmes décentralisés est qu'ils mobilisent une myriade d'acteurs, plus ou moins formels. Comment garantir le respect des normes techniques, sanitaires, de sécurité? Comment assurer une équité dans les tarifs? Comment éviter que certaines zones restent non desservies? Toutes ces questions dépassent les enjeux techniques et commerciaux pour interroger **le rôle des pouvoirs publics**. Mais pour cela, nous n'avons pas encore la solution!

Alors, la « modernité » selon toi, c'est **un grand réseau universel** avec une super infrastructure? Ou plein de petites installations éparses?



LE CASSE-TÊTE D'UN FINANCEMENT DURABLE

Le financement est comme pour tout, le nerf de la guerre pour les services essentiels! En effet, électrifier, collecter les déchets, approvisionner en eau potable, traiter les eaux usées, gérer des données numériques, a un coût important. Il faut non seulement construire, mais aussi renouveler les infrastructures, ainsi qu'assurer les opérations, le suivi et le contrôle du service au quotidien.

Pour offrir ces services au plus grand nombre et assurer leur bon fonctionnement dans la durée, il faut réunir les recettes nécessaires à la couverture de ces dépenses, et les sécuriser sur le long terme. Mais puisqu'il s'agit de services essentiels, il faut aussi s'assurer que tou-te-s, y compris les plus vulnérables, puissent en bénéficier.

**LE FINANCEMENT EST COMME POUR TOUT, LE NERF
DE LA GUERRE POUR LES SERVICES ESSENTIELS!**

L'équilibre d'un plan de financement

Quels sont les coûts et les recettes que l'on peut mobiliser ?

Des coûts > €	Des revenus € <
<p>CAPEX (<i>Capital expenditure</i>): coûts d'investissement pour l'installation, l'extension, le renouvellement des réseaux (station de traitement des eaux, générateur, bus, antennes...)</p> <p>OPEX (<i>Operational expenditure</i>): charges d'exploitation, d'opération et maintenance liées au fonctionnement quotidien du service (malheureusement souvent sacrifiées ou sous-estimées dans les budgets prévisionnels, menant à une dégradation rapide des infrastructures).</p> <p>« Coûts de régulation » pour assurer le suivi du fonctionnement du service.</p>	<p>Depuis les années 2000, les acteurs de l'eau se sont accordés sur une grille dite des « 3T » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tarifs : contributions directement payées par les usager-e-s des services auprès des opérateurs • Taxes : payées par tous les contribuables aux pouvoirs publics qui peuvent ensuite permettre de subventionner les services • Transferts : contributions des pouvoirs publics, nationaux ou internationaux (fonds de bailleurs ou ONG), ou transferts de ressources d'un service à l'autre

Le principe du « recouvrement durable des coûts » vise à assurer autant que possible le financement par les tarifs, tout en ayant judicieusement recours aux subventions et transferts pour maintenir des tarifs abordables pour les plus pauvres. On peut aussi faire appel à des emprunts, des obligations, ou des capitaux privés... Mais attention, si cela peut aider à investir, il faudra bien au final trouver les ressources pour rembourser ces dettes !

Les perturbations du plan de financement

Par ailleurs, on oublie souvent tous les éléments extérieurs qui viennent perturber les équilibres, et qui supposent des ajustements constants :

- **Les coûts des imprévus** dans la conduite des opérations (délais d'autorisation, difficultés de réalisation des travaux, répression des fraudes...);

- **Les coûts de gestion** et d'organisation (formation des ressources humaines, réformes réglementaires, réorganisation des opérateurs, recherche et développement...);
- **Les « coûts de transaction »**, le temps et les ressources pour assurer la coordination et la négociation entre pouvoirs publics, opérateurs, usager-e-s (par exemple pour intégrer les quartiers informels);
- Et enfin, il reste encore à lever le tabou de la **corruption et / ou pots-de-vin** qu'il est évidemment délicat de faire apparaître dans un budget, et qui pourtant... !

Quels autres facteurs extérieurs peux-tu identifier qui viennent influencer les coûts et les revenus des opérateurs de services essentiels ?



INGÉNIERIE SOCIALE : DU MARKETING ?

Les services essentiels sont un secteur professionnel que l'on pense trop souvent réservé aux ingénieurs, et pourtant ! Sociologues, politologues, communicant-e-s, géographes... ont transformé les manières de faire en faisant entrer des considérations sociales et politiques dans le milieu technique.

Ingénierie sociale, accompagnement social, maîtrise d'ouvrage sociale...

Un projet optimal sur le papier ne sera pas forcément adapté au contexte où il est déployé. Le concept d'ingénierie sociale s'impose depuis une dizaine d'années, en lien avec les approches **participatives**. Il consiste à conduire un projet en prenant en considération les populations, leurs préoccupations et pratiques, pour que l'**offre de services soit appropriée aux usages**, et vecteur d'inclusion sociale.

QUE PENSER DE CE PROJET EN ÉTHIOPIE OÙ LES LATRINES ONT ÉTÉ INSTALLÉES DOS TOURNÉ VERS LA MECQUE, OUBLIANT LES CONSIDÉRATIONS RELIGIEUSES EXISTANTES ? IL N'ÉTAIT PAS CONCEVABLE POUR LES POPULATIONS DE LES UTILISER ET ELLES SONT RESTÉES ABANDONNÉES...

Pour limiter le piratage des réseaux, installer des équipements antivols (approche technique) ne suffit pas : il faut aussi expliquer et convaincre les gens que c'est dangereux et sous-optimal pour le service de se brancher spontanément.

Le côté tabou des toilettes a donné lieu à différentes méthodes pour convaincre les populations, dont par exemple l'« Assainissement Total Piloté par les Communautés » ou encore « Information, Communication, Éducation ».

Une ingénierie de projets complémentaire

L'ingénierie sociale, ce n'est pas seulement du « blabla » ou une utopie : c'est un vrai métier, des processus et des méthodologies éprouvées, pour une réelle gestion concertée :

- **Un diagnostic participatif** pour évaluer les besoins et envies des habitant-e-s : la localisation de bornes-fontaines peut être optimale à l'entrée d'un quartier pour des raisons hydrologiques ou topographiques, mais les habitant-e-s peuvent préférer qu'elles soient à côté de l'école par exemple pour optimiser leurs déplacements.
- Ensuite, le travail de l'ingénieur-e social-e est d'**impliquer les habitant-e-s dans tout le processus de décision**, de faire valoir leurs opinions, de gérer les jeux d'acteurs locaux, de proposer différentes solutions pour qu'ils puissent participer aux choix techniques, et d'éviter frustration et mécontentements.

- En parallèle, il s'agit de **former et renforcer les capacités** pour accompagner les populations dans leurs interactions avec les pouvoirs publics et leur permettre de devenir des interlocuteurs-trices légitimes et reconnu-e-s. Il y a là une dimension d'intermédiation sociale et politique, puisque les ingénier-e-s sociaux-les font aussi un travail de lien avec les pouvoirs publics et avec leurs collègues ingénier-e-s techniques pour les faire sortir de leurs modes de fonctionnement habituels.

Divers outils existent : enquêtes-ménages, groupes focaux, questionnaires, sessions d'information, ateliers de formation... Tout un travail de mise en relation et de concertation avec tous les acteurs sur le terrain qui permet d'améliorer la cohérence entre les décisions techniques, les besoins sociaux, les capacités financières et les priorités politiques.

Ces nouveaux métiers sont de plus en plus reconnus, avec des débouchés en tant que consultant-e-s spécialisé-e-s, en lien avec les universités, les ONG ou encore dans des cellules sociales au sein même des opérateurs de services. Les bailleurs internationaux en ont également pris conscience et peuvent avoir un rôle clé dans la promotion de ce type d'action, pour remettre de l'humain dans un monde technique !

As-tu déjà été confronté-e à des situations où sans ingénierie sociale, **l'ingénierie technique était coincée ?**



PETITS OPÉRATEURS, TRAVAILLEURS INFORMELS... UN POUR TOUS, TOUS POUR UN ?

Le terme « informel » a été utilisé pour la 1ère fois en 1972 par le Bureau International du Travail dans une étude sur le Kenya, mettant en lumière le fait qu'au vu des taux officiels d'emploi, une immense partie de l'activité économique de la population n'était en fait pas connue ni prise en compte, et échappait au radar des autorités publiques.

Et pour les villes ?

Les activités informelles se situent hors de la régulation de l'État, en marge de la législation, dans ses creux et zones grises : ce n'est ni complètement légal, ni complètement illégal...

Ainsi, l'urbanisation informelle correspond aux quartiers construits hors du cadre de la planification urbaine, c'est-à-dire qui ne respectent pas les normes d'usage des sols ou de construction.

L'habitat informel est souvent assimilé aux bidonvilles, mais c'est un mauvais amalgame : nombre de quartiers se sont certes développés sans permis de construire, mais ils peuvent être tout à fait consolidés, structurés, voire même **raccordés aux réseaux** (et ne sont donc pas des « bidonvilles » selon la définition d'ONU-Habitat, cf. [Partie 1](#)); et il existe des taudis dans des immeubles insalubres mais formels de centres-villes. **Tout ce qui est informel n'est pas bidonville, et réciproquement !**

Et pour les services essentiels ?

Dans le secteur des services essentiels, de nombreux **petits opérateurs privés** (POP) desservent les populations non raccordées. Ces opérateurs sont indépendants (de l'opérateur officiel), leur investissement est privé et n'est pas appuyé par des fonds nationaux ou internationaux. Leur organisation va de la simple activité individuelle à l'entrepreneur-se qui a développé et étendu son service sur plusieurs quartiers.

Là encore, leur activité peut être **formelle ou informelle**. Et rien n'est figé : certain-e-s sont dans une situation très précaire, d'autres travaillent « au noir » dans des entreprises officiellement reconnues, des POP peuvent être recensés par les autorités sans pour autant légaliser – la totalité de – leur activité et / ou payer de taxes, d'autres peuvent être indépendant-e-s de l'opérateur national sans être informels... Le statut de ces acteurs est flou et mouvant.

Concrètement, il peut s'agir de vidangeurs manuels pour l'assainissement, de porteurs d'eau, de précollecteurs de déchets, de taxis informels, de propriétaires de générateurs électriques, de revendeurs de temps de communication sur des forfaits mobiles, etc.

Pourquoi est-ce si important de considérer ces acteurs ?

Les activités économiques informelles représentent une part extrêmement importante dans les pays du Sud, estimée à 1/4 et 1/3 du PIB en Asie et en Amérique latine, et près d'1/3 de l'urbanisation dans le monde. Ainsi, l'accès aux droits, à un travail décent, aux services essentiels, à un titre de propriété, à une adresse dans les zones informelles sont des enjeux prioritaires de lutte contre la pauvreté. La stratégie pragmatique consiste à **reconnaître leur rôle plutôt que de les réprimer**, considérant qu'ils participent au développement urbain et économique des quartiers et villes d'aujourd'hui et de demain.

Une voie qui émerge pour formaliser les POP est de développer l'entrepreneuriat social et solidaire : une entreprise tout ce qu'il y a de plus légal, dont la finalité sociale ou environnementale l'emporte sur son objectif financier. Au vu des services essentiels qu'ils apportent, les POP sont bien dans cette **logique de rentabilité, tout en contribuant à répondre à des besoins non satisfaits par les autorités...**

➔ Selon toi, **les acteurs du secteur informel** sont-ils plutôt des travailleur·euses précaires ou des graines d'entrepreneurs·euses ?



BUZZWORD OU KEYWORD ?

Le « *concept washing* » © Projection est inspiré du « *green washing* », qui qualifie le développement, par certains acteurs, d'un marketing écolo-social afin d'améliorer leur image sans modifier leurs actions. De même dans nos métiers, il existe des concepts à la mode, qui méritent d'être questionnés afin de déterminer s'ils contribuent réellement à améliorer nos pratiques ou s'il ne s'agit que d'un joli hashtag. Il ne s'agit pas de nier a priori leur intérêt, mais d'être réflexif, pour pouvoir être constructif!

Concept washing

- « **CHANGEMENT CLIMATIQUE** » : C'est l'héritier du développement durable des années 2000 en version 2.0 édition spéciale « *Winter is coming* ». Les programmes de développement intègrent désormais tous une composante « changement climatique » et des appuis dédiés. Mais ils recourent aussi des actions classiques telles que gestion des ressources en eau, recyclage de déchets, énergie propre, transports sobres en carbone, etc. Toutes ces actions contribuent évidemment à lutter contre le changement climatique. Mais leur mise en œuvre passe par l'**ingénierie habituelle de projet, sans autre changement**. Si le projet d'accès à l'eau d'hier devient le projet d'adaptation au changement climatique d'aujourd'hui, où est la **valeur ajoutée** ?

- « **BONNE GOUVERNANCE** » : Ce concept normatif a été porté par les institutions de financement du développement dans les années 1990, comme objectif mais aussi **conditionnalité de l'aide**. Il recouvre, entre autres : transparence et redevabilité publique, contrôle de la corruption, libre fonctionnement des marchés, démocratie et État de droit. Un pays qui remplit ces conditions est considéré comme crédible et légitime vis-à-vis de partenaires et financeurs, publics et privés. Or cette notion ne doit pas être confondue avec celle plus souple et descriptive de la gouvernance tout court. Cette dernière renvoie à l'idée qu'un gouvernement seul ne peut conduire l'action publique : il doit **négoier et se coordonner avec les autres parties prenantes**, d'où les termes de **gouvernance multi-acteurs ou multi-niveaux**.

- « **VILLE INTELLIGENTE** » : L'engouement pour la « ville intelligente », voire la planification intelligente, véhicule l'idée d'une ville dont les services seraient parfaitement optimisés, grâce **aux TIC et au big data**. Certes, le numérique est plein de promesses. Mais ce n'est pas non plus une baguette magique qui réglerait tous les enjeux d'inclusion sociale, de répartition des richesses, de reconnaissance des quartiers informels, de maintenance des réseaux, de faibles capacités des opérateurs, etc. Tout cela relève de **décisions politiques** ! En outre, est-ce que les urbanistes d'hier cherchaient vraiment à faire des « villes bêtes » ?!

Que faire ? Que dire ?

La force de ces concepts est qu'ils sont nouveaux, et traitent d'enjeux peu ou pas pris en compte jusqu'alors. Leur importance ne fait pas de doute : ils enrichissent notre conception de ce que peut (doit) être un « bon développement », ils peuvent être vecteurs de changement et sont le signe d'une recherche d'amélioration continue.

Toutefois, un effet pervers est qu'ils deviennent des critères incontournables, des cases à cocher pour lever des fonds, obtenir une bonne évaluation, convaincre des partenaires... au risque soit de tordre le cou à un projet qui ne remplit pas tous ces préalables, soit d'assaisonner tout projet d'une liste de mots-clés, même s'ils n'ont rien à voir !

Alors, l'utilisation systématique de ces termes ne finit-elle pas par les vider de leur sens ? Comment faire pour passer du « buzzword » au « keyword », autrement dit de la mise en exergue sur la scène internationale à la mise en œuvre concrète locale ? Commençons déjà par les utiliser avec plus de parcimonie, quand c'est vraiment pertinent, afin de leur redonner toute leur signification quand c'est adapté !



Penses-tu à d'autres concepts de ce type qu'on entend souvent, mais qui mériteraient parfois d'être un peu questionnés ?

NORD ? SUD ? EN PISTE POUR DES CARRIÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette petite sélection de grands enjeux transversaux concerne donc tous les services essentiels, tous les acteurs, tous les métiers. Ils requerront sans aucun doute de nouvelles manières de penser et d'agir d'ici 2030, de nouvelles compétences, de nouvelles formes d'échanges, de nouvelles technologies, de nouveaux modèles de développement, de nouveaux partenariats... Comment s'y préparer au mieux ?

Au vu des taux d'urbanisation dans les pays du Sud, nul doute que c'est là que s'y trouvent les grands enjeux pour les services essentiels. Mais c'est là aussi que s'inventent des solutions, adaptées aux contextes, aux usages, aux acteurs en présence. Peu importe d'où l'on vient, ce qui compte, c'est d'être sensible à la réalité où l'on est, ne pas plaquer les modèles mais les questionner et les adapter, afin d'éviter des échecs douloureux, tant personnels que professionnels (encore un tabou auquel s'est attaqué Projection !).

*Et pour cela, il semblerait bien que nombre d'innovations – techniques, commerciales, sociales – émergent sur place, au Sud. Dans cette perspective, il est grand temps d'une part de s'intéresser aux **solutions créatives, frugales et locales** et de faire avec l'existant, et d'autre part d'**encourager, faciliter, promouvoir sous toutes leurs formes les échanges Sud-Nord-Sud-Sud-Nord-Nord, etc.** : reconnaissance des alternatives, quelle que soit leur origine, et surtout partage de savoirs et de savoir-faire entre professionnel-le-s de tous âges, tous milieux, toutes géographies pour toujours apprendre et s'améliorer. **Vive le remue-méninges collectif !***

5000000000



%

10L



30L

20L

A.

1,5 M



OIG

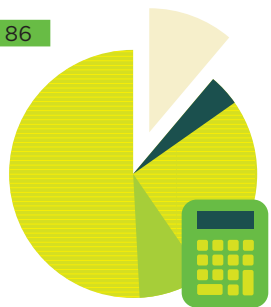


5

EN-JEUX

DES CHIFFRES ET DES LETTRES

Tu es maintenant un-e jeune expert-e des services essentiels?! Pour s'aérer un peu les méninges, découvre les chiffres qui font mouche dans toute conférence ou dîner mondain, et le jargon des insiders... À toi de jouer (cette fois-ci, une seule bonne réponse possible)!



CALCULETTES: Des chiffres incroyables !

► 1. Quelle part de la population urbaine dans le monde vit dans des bidonvilles ?

- A. 10%
- B. 25%
- C. 33%

► 2. Combien de personnes dans le monde prélèvent directement leur eau dans des rivières et des lacs ?

- A. 1,5 millions
- B. 15 millions
- C. 159 millions

► 3. D'après l'Organisation Mondiale de la Santé, qu'est-ce qu'un accès « raisonnable » à l'eau ?

- A. 10 litres minimum par personne et par jour accessibles à moins de 3 km de l'habitation
- B. 20 litres minimum par personne et par jour accessibles à moins d'1 km de l'habitation
- C. 30 litres minimum par personne et par jour accessibles à moins de 2 km de l'habitation

► 4. Combien de personnes manquent d'installations sanitaires de base, telles que des toilettes ou des latrines ?

- A. 1 milliard
- B. 2,4 milliards
- C. Il n'existe pas de données

► 5. En Afrique de l'Ouest, quelle est la proportion de la population qui utilise un dispositif autonome d'assainissement ?

- A. 59% de la population
- B. 73% de la population
- C. 95% de la population

► 6. Combien de sacs plastiques sont distribués tous les ans dans le monde ?

- A. 500 000
- B. 500 000 000
- C. 500 000 000 000

► 7. Quel est le chiffre d'affaires de l'industrie du recyclage dans le monde ?

- A. 160 milliards de dollars
- B. 320 milliards de dollars
- C. 500 milliards de dollars

► 8. Sur 10 personnes en Afrique subsaharienne, combien n'ont pas accès à l'électricité ?

- A. 2
- B. 5
- C. 7

► 9. Fin 2016, les énergies renouvelables fournissaient...

- A. 5.7% de l'électricité mondiale
- B. 24.5% de l'électricité mondiale
- C. 59% de l'électricité mondiale

► 10. Sur un réseau électrique, on considère que le niveau de pertes en ligne « normal » est d'environ :

- A. 1%
- B. 10%
- C. 20%

► 11. En moyenne, combien de % de son temps une voiture reste-t-elle inutilisée et à l'arrêt ?

- A. 55%
- B. 75%
- C. 95%

► 12. En 2010, de combien de % des émissions de gaz à effet de serre le secteur des transports était-il responsable ?

- A. 14%
- B. 27%
- C. 63%

► 13. Quel est le taux d'embouteillage des rues de Mexico City ?

- A. 12%
- B. 34%
- C. 66%

► 14. Quel pourcentage de la population africaine a accès à internet en 2017 ?

- A. 29%
- B. 37%
- C. 52%

► 15. Combien y avait-il de comptes e-mails dans le monde en 2015 ?

- A. 2 milliards
- B. 4,3 milliards
- C. 6,5 milliards



ABC

DEVINETTES

Les acronymes du secteur

► 1. AEP

- A. Administrations, Entreprises, Populations
- B. Alimentation en Eau Potable
- C. Attendre une offre d'Emploi Prometteur

► 2. ATPC

- A. Assainissement, Traitement, Prévention, Conseil
- B. Assainissement Tangiblement Putréfié du Caca
- C. Assainissement Total Piloté par les Communautés

► 3. BOP

- A. Base Of the Pyramid
- B. Boulot + apérO = Projection!
- C. Budget Opérationnel de Programme

► 4. BOT

- A. Build, Operate, Transfer
- B. Bonne Orientation Territoriale
- C. Bilan d'Optimisation Technique

► 5. CBO

- A. Contrat de Base d'Opérations
- B. Community-Based Organisation
- C. Constitution d'une Bonne Organisation

► 6. DSP

- A. Déchets Souterrains Polluants
- B. Devoir de Soutien aux Populations
- C. Délégation de Service Public

► 7. EAD

- A. Éducation Au Développement
- B. Emploi À Distance
- C. Enseignement À la Dérive

► 8. ESS

- A. Entreprenariat Social et Solidaire
- B. Économie Sociale et Solidaire
- C. Entreprise Super Soutenable

► 9. FDAL

- A. Financer les Déchets et l'Assainissement Liquide
- B. Fin de la Défécation à l'Air Libre
- C. Front de Défense des Amibes Libérées

► 10. GBV

- A. Gestion des Boues de Vidange
- B. Gaspillage Budgétaire Variable
- C. Gel et déguerpissement de BidonVilles

► 11. GDS

- A. Garantie de Développement Soutenable
- B. Global Definition of Sustainability
- C. Gestion des Déchets Solides

► 12. ICE

- A. Information, Communication, Éducation
- B. Integrated Community Empowerment
- C. Indice de Consistance des Excrétas

► 13. OIG

- A. Organisation Inter-Gouvernementale
- B. Organisme Incapable de Gouverner
- C. Opération d'Inclusion Globale

► 14. POP

- A. Petits Opérateurs Privés
- B. Promoteur d'Opérations Pourries
- C. Popular Organisational Partnership

► 15. PPP

- A. Payer Pour Pisser (© Gret)
- B. Pouvoir Public Polymorphe
- C. Partenariat Public-Privé

► 16. RSE

- A. Rapport Socialement Encourageant
- B. Responsabilité Sociale d'Entreprise
- C. Réseau de Système Électrique

► 17. SFD

- A. Shit Flow Diagram
- B. Solution Française pour le Développement
- C. Syndrome de Fromage-Dependency

► 18. SIG

- A. Support Internet Global
- B. Service d'Intérêt Général
- C. Système d'Information Géographique

► 19. VSI

- A. Volontaire Super Indépendant
- B. Volontaire de Solidarité Internationale
- C. Volontaire Souvent Indécrottable

► 20. WASH

- A. Water, Sanitation and Hygiene
- B. WC, Alcool, Sexe & Héroïne
- C. We Applause Social Help

Réponses

CALCULETTES : Des chiffres incroyables!

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
B	C	B	B	C	C	A	C	B	B	C	A	C	A	B

DEVINETTES : Les acronymes du secteur

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
B	C	A	A	B	C	A	B	B	A
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
C	A	A	A	C	B	A	C	B	A

Avec tout cela en tête, que vas-tu faire de toi et de ta vie professionnelle? Sociologie, finance, plaidoyer, gestion technique, recherche? Tout ça? Tu ne sais pas trop?

Pas de panique! Nous te présentons ici 6 principales familles d'acteurs qui gravitent autour des pouvoirs publics. Tu y découvres leurs modes d'intervention et, pour avoir une idée un peu plus concrète, des emplois du temps type de jeunes pros. Cette cartographie est un aperçu non exhaustif: nous brossons un tableau général pour se repérer, centré sur les métiers accessibles en début de carrière!

Attention: un même métier peut être exercé par des professionnel-le-s aux profils différents, avec des méthodes et objectifs variés. Il peut être demandé à un-e professionnel-le de conduire des activités très diverses, en fonction de ses intérêts et compétences, et du mode de fonctionnement de chaque structure...

6 LES USUAL SUSPECTS: QUI FAIT QUOI?





BAILLEURS

Les bailleurs de fonds financent l'aide au développement, mais nombre d'entre eux ne se contentent pas d'être des **guichets de financements**. Ils jouent aussi un rôle d'accompagnement, dans la **définition et le suivi des interventions**; ce sont de véritables partenaires techniques et financiers. Par des opérations de recherche, de plaidoyer ou de diplomatie, ils contribuent à l'agenda politique mondial. Ils ont donc aussi une forte **influence intellectuelle et politique**.

Il existe trois grands types de bailleurs de fonds :

- **Les agences de coopération bilatérale** en charge de la coopération et de l'aide au développement d'un État vis-à-vis d'un autre État ;
- **Les organismes de coopération multilatérale** regroupant plusieurs États qui financent ainsi collectivement l'aide au développement ;
- **Les fondations** d'initiative publique ou privée, mises en place pour soutenir des projets d'intérêt général et philanthropiques, souvent avec un sujet de prédilection.

Agences bilatérales : *Agence Française de Développement, United States Agency for International Development, DFID (UK), DDC (Suisse), DANINA (Danemark) GIZ & KfW (Allemagne), JICA (Japon), SIDA (Suède)...*

Agences multilatérales : *Banque Mondiale, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Commission Européenne, Banque Africaine de Développement (BAD), UNICEF, Cities Alliance...*

Fondations : *Fondation Veolia, Fondation Bill & Melinda Gates, Fondation de France, Fondation Énergies pour le monde, Bloomberg philanthropies, Fondation Ford, Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme...*

Qu'y fait-on ?

La tâche principale d'un bailleur est d'octroyer des financements, destinés à des infrastructures et / ou du renforcement de capacités, par des **dons** (subventions) ou par des **prêts** (souvent à des taux bonifiés plus avantageux que ceux d'une banque traditionnelle). L'octroi de ces financements s'appuie sur des activités qui relèvent de la conception et du suivi de projets : **études de faisabilité, plans de financement, négociations avec les bénéficiaires et les autorités**, etc.

En plus de la double expertise technique et financière, chaque bailleur a des orientations et une culture propres, qui le conduisent à définir des priorités et des méthodes d'intervention privilégiées, et chaque type de bailleur a ses propres spécificités :

- Les agences de coopération fournissent souvent un appui aux réformes sectorielles (actualisation des politiques et stratégies nationales pour les services essentiels) ;
- Les fondations (et surtout les fondations d'entreprises) peuvent elles financer des projets d'ONG et proposer du mécénat de compétences en mobilisant l'expertise disponible en interne.

Qui y trouve-t-on ?

- **Spécialistes en ingénierie technique et sociale :** ils et elles assurent le suivi d'un portefeuille de projets. Les compétences mobilisées nécessitent une culture en ingénierie, mais aussi une connaissance en suivi de projet, passation de marchés et procédures de financement. Le plus souvent, le portefeuille est thématique : par exemple, suivi des projets d'eau potable et assainissement urbain en Asie du Sud-Est ou projets d'énergie en Amérique latine.
- **Spécialistes en économie et finance :** ils et elles gèrent et proposent les produits financiers les mieux adaptés aux projets sélectionnés pour être soutenus et durables.

- **Gestion des ressources humaines** : dans certaines institutions, la gestion des ressources humaines est centrale et fait l'objet de services dédiés à cause d'une forte mobilité (notamment géographique) des salariés.
- **Recherche et communication** : c'est une activité à part entière, pour capitaliser entre siège et terrain, définir les stratégies, influencer l'agenda politique international, valoriser et faire connaître les actions et être redevable auprès des gouvernements et du public.

L'emploi du temps d'un-e jeune pro

La plupart des bailleurs ont un siège et des antennes locales dans les pays bénéficiaires pour suivre les projets au plus près et être en contact avec les autorités locales.

Une semaine dans une agence locale



LUNDI : Suivi administratif et coordination générale

- Réunion d'équipe interne, partage des informations sur les financements et les projets en cours ou à venir avec la direction et les collègues des autres secteurs ; coordination et résolution d'éventuelles difficultés.
- Établissement du planning de la semaine.
- Suivi des finances et des procédures de décaissement des projets, souvent en rapport étroit avec le siège de l'agence et autres responsables qui ne sont pas basé-e-s localement.

MARDI : Coordination sectorielle entre bailleurs et avec le gouvernement local

- Lecture des rapports et études destinés à renforcer les politiques et stratégies nationales sectorielles et leurs outils d'exécution ; rédaction de contributions et commentaires.

- Participation aux réunions de dialogue avec le gouvernement local et / ou les autres partenaires techniques et financiers, pour l'adoption d'une stratégie nationale ou pour partager des informations sur les projets en cours, les financements à venir, etc.

MERCREDI - JEUDI : Mission de terrain pour suivre, piloter, évaluer les projets financés

- S'informer sur les avancées des activités et les niveaux d'atteinte des résultats ; débloquer des situations épineuses sur le terrain ; prendre des décisions sur la suite ; valider les plannings et les rapports des prestataires.
- Participation à une rencontre de concertation ou d'un comité de pilotage du projet avec les bénéficiaires directs, les prestataires de mise en œuvre, les autorités locales. Ces rencontres peuvent avoir lieu dans le cadre soit du déroulé des projets mis en œuvre par le bailleur soit d'une visite d'une délégation venue du siège ou de l'Ambassade.
- Animation d'une formation / atelier de réflexion pour le renforcement des capacités avec les bénéficiaires et les partenaires.
- Visite de sites ou d'ouvrages réalisés grâce au financement alloué pour juger de la maintenance assurée par les bénéficiaires.

VENDREDI : Capitalisation, communication et prospection pour de futurs financements

- Capitalisation des expériences menées et des résultats atteints.
- Élaboration d'outils de communication sur les projets en cours et contribution aux bulletins internes d'information.
- Réalisation d'études de faisabilité technique et économique et montage du plan de financement, pour décider des modalités d'octroi de futurs financements.
- Négociations avec le partenaire gouvernemental sur les futurs financements et projets. Rédaction de notes et dossiers à soumettre à l'approbation du siège et du gouvernement qui finance.

**LUNDI :**

- Revue d'un appel d'offres travaux pour une station d'eau potable.
- Finalisation d'une note de présentation de projet pour octroi de financement.

MARDI :

- Déplacement à Bruxelles pour obtenir des fonds de l'Union Européenne afin de compléter le financement du projet (prêt à taux bonifié) par une subvention européenne. Présentation du projet et réponse aux « nombreuses » questions.

MERCREDI :

- Réunion d'information pour présenter aux ONG un futur appel à proposition de projets.
- Analyse du rapport d'analyse technique et financière des offres reçues pour un marché de drainage urbain.

JEUDI :

- Visioconférence avec un maître d'ouvrage local (bénéficiaire des fonds) pour traiter de l'équilibre financier « précaire » du secteur de l'eau et des solutions envisageables.
- Échange avec l'antenne sur place pour définir le contenu de la prochaine mission.

VENREDI :

- Réunion et arbitrage sur les financements mobilisables et attribuables d'ici à la fin de l'année.
- Relance du maître d'ouvrage pour l'obtention de l'étude d'impact environnemental et social du projet.
- Rédaction d'une note de capitalisation sur les modalités de mise en œuvre des projets en zone Sahel pour discussion lors de la prochaine réunion d'équipe.

**LES VISIONS
À 2030 DE****Céline Gilquin**responsable de la division Eau
& Assainissement de l'AFD**&****Pierre Victoria**directeur du
développement
durable de Veolia**COMMENT SE POSITIONNENT UN BAILLEUR ET UN OPÉRATEUR DE SERVICES
ESSENTIELS VIS-À-VIS DES ODD ?**

CG : « L'action de l'AFD, acteur central de la politique de développement française, s'inscrit pleinement dans le cadre des objectifs de développement durable adoptés en 2015. Notre mandat est d'accompagner leur mise en œuvre. Ces objectifs sont nettement plus ambitieux que les précédents, les OMD. À titre d'exemple, pour l'eau nous sommes passés d'un objectif de réduction de moitié du déficit d'accès à un objectif de 100 % d'accès avec un niveau de service plus élevé en prenant en compte tout le cycle de l'eau, y compris la gestion de la ressource et le traitement des eaux usées. »

PV : « En tant qu'opérateur agissant dans 47 pays, du Niger aux États-Unis, Veolia a toujours été extrêmement attentif aux objectifs de la communauté internationale. Veolia a contribué aux OMD en fournissant entre 2000 et 2015 un accès à l'eau à 6,5 millions de personnes et un raccordement à l'assainissement à plus de 3 millions de personnes. Avec 17 ODD, la contribution de Veolia s'étend plus largement, de la consommation durable avec l'économie circulaire à la réduction des inégalités en contribuant à l'accès aux droits. Néanmoins, si les ODD fixent un cap à atteindre collectivement, certains restent encore limités à la capacité des seuls États à agir. C'est le cas des ODD environnementaux qui ne font pas ou peu de place aux autres acteurs du changement. »

QUELLES SERONT LES ÉVOLUTIONS À 2030 CHEZ UN BAILLEUR ET CHEZ UN OPÉRATEUR POUR CONTRIBUER AUX ODD ?

CG : « Pour répondre à ces défis, une augmentation de 50 % des financements de l'AFD est prévue à l'horizon 2020, passant ainsi de 8 à 12 milliards d'euros par an. Mais le rôle de l'aide publique internationale n'est pas seulement de financer les ODD, elle serait de toute façon insuffisante; il s'agit surtout d'attirer et d'orienter les financements internationaux et locaux vers des investissements durables au bénéfice de tous. Pour cela il faut accompagner les pays dans le renforcement de leur gouvernance, accompagner les opérateurs de services dans l'amélioration de leurs performances techniques et financières. Nous devons travailler avec tous les partenaires : banques et entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, collectivités et ONG, qu'elles soient du Sud ou du Nord. »

PV : « Aujourd'hui nous sommes 7,5 milliards d'habitants sur la terre. En 2050, nous serons 10 milliards ! Si les résultats des ODD sont à la mesure des ambitions, l'enjeu de l'accès universel aux services sera derrière nous. Mais il restera un challenge quotidien pour faire toujours plus et mieux avec moins. Développer des technologies décarbonées, innover pour des services qui sachent articuler gestion de données et inclusion des plus précaires, voilà les défis auxquels les jeunes professionnel-le-s devront répondre. Ces défis appelleront le développement de nouvelles expertises dans nos métiers mais exigeront surtout transversalité et savoir-faire ensemble. »

QUE PEUVENT APPORTER LES JEUNES PROFESSIONNEL-LE-S DANS CETTE PERSPECTIVE ?

CG : « La croissance de l'AFD implique une politique soutenue de recrutements. En 2016, près de 400 personnes ont été recrutées et cette dynamique sera poursuivie en 2017 et 2018. Parmi eux, figurent de nombreux professionnel-le-s. Ils contribuent à la transformation de l'Agence en y apportant de l'innovation, de l'ouverture à travers leurs expériences antérieures personnelles et professionnelles. Nous recherchons des profils pluridisciplinaires avec des compétences tant techniques qu'institutionnelles ainsi qu'une forte sensibilité aux enjeux sociaux et environnementaux. S'avoir s'adapter et être à l'écoute des autres est enfin une qualité indispensable dans une Agence présente dans 108 pays. »

PV : « Ambition, coopération, et envie. De l'ambition non pas pour soi mais pour répondre aux enjeux planétaires. Protection durable de l'environnement et fin de la pauvreté, cette génération fait face aux plus grands défis qu'il ne nous ait jamais été posés collectivement. Nos métiers de services sont au cœur de ces problématiques. Cela demande la contribution de chacun-e, c'est pourquoi les jeunes doivent être ouverts au dialogue, aux collaborations, à la multiculturalité et la transdisciplinarité. Ajoutez à cela quelques compétences utiles et une envie intense de prendre sa part à ces missions, voilà ce que les jeunes professionnel-le-s peuvent et doivent apporter au monde de demain. »



Aujourd'hui nous sommes 7,5 milliards d'habitants sur la terre.
En 2050, nous serons 10 milliards !
 Si les résultats des ODD sont à la mesure des ambitions, l'enjeu de l'accès universel aux services sera derrière nous.





OPÉRATEURS DE SERVICES

Un opérateur de services essentiels est une entité qui exploite des infrastructures pour fournir un service essentiel durable et accessible à tou-te-s.

- Lorsqu'elle est **publique**, les communes peuvent se regrouper sous la forme d'un syndicat par exemple afin de mettre en commun compétences, infrastructures et investissements. L'entité peut choisir de gérer directement le service en **régie**, ou de sous-traiter une partie de sa gestion à une entreprise privée.
- Lorsqu'elle est **privée**, l'entité est commanditée par une autorité publique (État, commune ou communauté de communes) et intervient dans le cadre d'un contrat de **délégation de service public (DSP)**. L'autorité publique lui confie un plus ou moins grand degré de liberté et de responsabilités financières, techniques et commerciales. Dans les **partenariats public-privé**, l'entreprise amène des ressources techniques, humaines et financières, puis se rémunère sur le paiement des services rendus ; l'autorité publique reste responsable et décideuse de la forme de ces services (pour plus de détails, cf. Parier Sud 1).
- L'entité peut également être une **association du public et du privé** comme une société d'économie mixte (SEM). À la différence des contrats de DSP, la nature intégrée de la relation mutualise les risques et les gains.

Qu'y fait-on ?

Un opérateur de services essentiels a pour mission de faire fonctionner un réseau de services. Selon la nature du contrat, cette activité peut aller au-delà du fonctionnement des infrastructures existantes : nouveaux investissements, travaux de renouvellement, augmentation de la capacité de production, extension du service dans des quartiers non desservis, développement de l'offre commerciale et de services clientèles, recouvrement des factures, etc.

Opérateurs privés : Veolia, Suez, Transdev, Engie, Saur, Keolis, Lydec (Lyonnaise des eaux de Casablanca), SODECLI (Cote d'Ivoire), Aquatech International, Averda, Derichebourg, Pizzorno, COVED (PAPEC), SECHE...

Opérateurs publics : Eaux de Paris, SIAAP, RATP, ONEE (Maroc), RADEEMA (Marrakech), RADEEF (Fez), ONEA (Burkina), ONAS (Sénégal)...

Qui y trouve-t-on ?

- **Spécialistes en exploitation technique :** gérer une station d'eau potable, un centre d'enfouissement technique, une station d'épuration... Il s'agit d'infrastructures complexes qui demandent des compétences en hydraulique, électromécanique, maîtrise des impacts environnementaux, mais aussi hygiène et sécurité, sujets particulièrement sensibles pour les services essentiels.
- **Spécialistes en études et travaux :** la conception et la réalisation de réseaux font appel à des compétences en dimensionnement de réseaux, génie civil, faisabilité économique, acceptabilité sociale auprès des usager-e-s, etc. Les profils mobilisés relèvent de l'ingénierie technique, commerciale et sociale.
- **Spécialistes juridiques :** les contrats d'exploitation de services sont complexes et les enjeux sociaux, environnementaux, financiers, mais aussi politiques sont élevés. Les opérateurs ont donc un service juridique pour élaborer et faire évoluer les contrats dans le respect des législations locales et régler d'éventuels contentieux.

- **Spécialistes en finances et comptabilité** : pour l'opérateur, les usager-e-s sont des client-e-s qui payent leur facture pour service rendu. La gestion d'un service fait donc appel à des profils comptables et financiers spécialisés, pour la facturation, mais aussi les budgets d'investissement, la gestion des stocks, etc.
- **Spécialistes en démarche qualité** : respect de l'environnement et relation clientèle font partie des stratégies de responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises, qui comprennent également des politiques de gestion des ressources humaines en interne.

L'emploi du temps d'un·e jeune pro

Gérer un service, c'est s'assurer qu'il fonctionne bien, 24h/24 ! Assurer le développement, c'est travailler en amont pour répondre aux appels d'offres, démarcher les clients et monter des projets, et ça donne... :



8H30 : Arrivée chez un client potentiel. Porte fermée, palabres avec le service de sécurité... La journée commence bien !

9H15 : « Merci d'avoir patienté, le responsable technique n'est pas là, mais quelqu'un de la maintenance va vous recevoir ». Visite du site, inspection des équipements et de la sécurité, vérification de la conformité avec les normes sanitaires, entretien avec les responsables sur leurs modes de travail, jeu de devinettes pour les informations sensibles...

10H30 : Le questionnaire est complet à 17%. La connaissance des consommations usuelles et des problèmes régulièrement rencontrés, associée à quelques informations grappillées çà et là, devrait permettre de monter le modèle. Départ du site avec promesse de recevoir rapidement des données techniques par email.

11H : Nouveau rendez-vous chez un second client pour présenter une offre. Dégustation de café, petits gâteaux, papotage sur la famille, le tourisme, les sujets d'actualité...

11H30 : Le responsable technique propose d'échanger sur le projet après la prière. Soit.

13H00 : Présentation : le client est séduit mais tique : pas besoin d'un accord de confidentialité pour poursuivre l'étude de faisabilité détaillée, on se fait confiance !

15H45 : Retour au bureau. La réunion de validation de l'offre à rendre demain a été faite en route par téléphone. Il faut donc remettre les idées au propre. Tout va bien, 34 emails et 4 appels en absence. Post-it : confirmer le RV avec le client de demain pour éviter la déconvenue (habituelle) de ce matin...

16H : Appel du chef pour débriefing la matinée. Pas d'autorisation à avancer sans accord de confidentialité, il faut obtenir une forme d'engagement, sinon on arrête (Aïe, 6 mois de négociation et collecte de données...). Je retourne à mon offre.

17H : Urgence : un site a des problèmes de fonctionnement, tout le système est arrêté, le client demande une visite sur site « demain, première heure ». Changement de programme pour demain et annulation de rendez-vous.

17H30 : Alerte de la compta : reporting en retard de 3 jours. À remettre sur la to-do list ; je retourne à mon offre.

18H : Email de remerciement d'une régie de l'eau, suite à la transmission d'une offre pour assistance technique au service clientèle. Notre proposition est acceptée !

18H15 : 76 emails en attente ; je retourne à mon offre.

18H45 : Bordereaux de prix et présentation finalisés, ça suffit, on improvisera demain !



BUREAUX D'ÉTUDES

Un bureau d'études (parfois, la limite est floue avec les cabinets de conseil) fournit à ses clients des prestations intellectuelles qui couvrent toutes les phases du cycle de projet, depuis l'identification jusqu'à l'évaluation, en passant par des prestations d'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage, ou encore des études préalables et du suivi de travaux d'infrastructures. Certains bureaux d'études ont développé une expertise institutionnelle et réalisent des études pour accompagner les réformes sectorielles telles que la définition et l'appui à la mise en œuvre de politiques publiques. D'une manière générale, le bureau d'études fournit à ses clients une expertise de haut niveau dont ils ne disposent pas eux-mêmes.

Hydroconseil, Artelia, Urbaplan, Egis, Systra, Groupe Huit, Hystra, Urbaconsulting, Espelia, Seureca, Antea, Setec, Altereo, SGI Groupe, ISL Ingenierie, BERIM, SCE, Nodalys Conseil, IIT, Transitec, Hydroplan, Inddigo, Institutions et développement, BRL Ingénierie, Calia Conseil, GzC ingénierie, AGRER (Belgique), SHER (Belgique), Baastel (Canada), GOPA Infra (Allemagne), Pohl consulting (Allemagne), COWI (Danemark), Aguaconsult (UK), Hydea (Italie), SCET Tunisie, Initiative Conseil International (Burkina Faso)...

Qu'y fait-on ?

Travailler dans un bureau d'études, c'est travailler dans une équipe pluridisciplinaire sur des activités qui peuvent être variables, selon le domaine de compétences du bureau d'études.

Le bureau d'études réalise une prestation après avoir remporté un **appel d'offres**. Mais qu'est-ce qu'un appel d'offres ? C'est une procédure qui permet au maître d'ouvrage de mettre en concurrence plusieurs structures afin de choisir celle qui propose la meilleure offre technique et financière. L'**appel à manifestation d'intérêt** est éventuellement une étape préalable pour présélectionner les candidats éligibles sans entrer dans le vif du sujet.

Le travail en bureau d'études, c'est suivre plusieurs lièvres à la fois :

- **Faire de la veille** sur les appels d'offres de collectivités ou bailleurs qui vont avoir besoin de prestations de services;
- **Répondre super vite aux appels** à manifestation d'intérêt / appels d'offres: négocier un consortium avec des partenaires, répondre au cahier des charges / termes de références en proposant des activités faisables tout en respectant les exigences du client, trouver des expert-e-s pour réaliser des prestations spécifiques, élaborer un budget;
- Stresser en attendant la réponse (ou **oublier et passer à autre chose**!);
- En parallèle, **réaliser les prestations**, conseils, études des appels d'offres gagnés (missions sur place, rédaction de rapports, formations, etc.);
- Enfin, assurer le **suivi administratif et financier** des projets pour pouvoir présenter les factures, justificatifs, reporting financiers et techniques aux clients.

Qui y trouve-t-on ?

- **Spécialistes métiers** (ingénieur-e, urbaniste, politiste, énergéticien-ne, hydraulicien-ne, etc.) pour la conception technique et sociale des projets et leur adéquation aux contextes

- **Économistes** : Construire des infrastructures c'est bien. Mais il faut maîtriser leurs coûts une fois qu'elles sont en service ! Les économistes sont là pour estimer les budgets d'exploitation prévisionnels des futurs services, et ainsi pouvoir calculer les tarifs qui seront proposés aux usager-e-s.
- **Sociologues** : analyser la demande, identifier les facteurs de changements dans les quartiers périurbains... c'est un travail de sociologue, dont les capacités d'écoute des futurs usager-e-s et de décryptage des jeux d'acteurs locaux seront appréciées.
- **Commerciaux** : ils assurent la veille sur les appels d'offres et démarchent les nouveaux clients. C'est un élément central du fonctionnement viable de la structure, qui reste avant tout une entreprise !

L'emploi du temps d'un-e jeune pro

Une journée « Montage d'offre »



9H30 : Café ! Lecture, réponse et tri des mails arrivés pendant la nuit.

10H : Veille commerciale sur les flux reçus par mail, les opportunités transmises par des partenaires (autres bureaux d'études ou expert-e-s individuel-les) et transmission à l'équipe commerciale avec avis pour décision de se positionner ou non.

11H : Réunion d'équipe pour définir la stratégie à adopter sur l'opportunité retenue (quels partenaires, quel-le-s expert-e-s) et établir le programme de travail.

13H : C'est parti, on s'y met ! Analyse approfondie des éléments de la mission, recherche et contact des partenaires, recherche et contact des expert-e-s nécessaires. Cette phase peut prendre du temps, en particulier la recherche de profils très précis et spécialisés en fonction des critères spécifiques demandés.

15H : Une fois ces éléments réunis, on travaille sur le fond du dossier. Si c'est une « simple » manifestation d'intérêt : montage du dossier suivant les éléments requis par le client (présentation du bureau et des partenaires, documents administratives, CV des expert-e-s, références de projets similaires). Si c'est une offre : établissement du planning de travail et budget, rédaction de la méthodologie, élaboration du dossier administratif, mise en forme des CV des expert-e-s.

18H : Apéro ! Euh non, en fait, il est 20h... Et il faut 15 jours pour faire tout ça !

Un mois sur un projet



SEMAINES 1 & 2 :

Mission de terrain ! En fonction de la prestation à réaliser : entretiens institutionnels, relevés de terrain, analyse bibliographique, enquêtes-ménages, formations, etc.

SEMAINE 3 :

Rédaction du livrable correspondant à la mission

SEMAINE 4 :

Coordination des activités du projet (envoi d'expert-e-s sur le terrain, partenaires / expert-e-s / client, restitution des rapports) et suivi administratif et financier (facturation, rédaction des contrats des expert-e-s, suivi budgétaire, etc.)



COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Travailler dans l'action extérieure des collectivités locales (AECT), le nouveau nom de la coopération décentralisée ou encore « **coopdec** », c'est développer des collaborations entre autorités locales du Nord et du Sud des États nationaux. Elles s'inscrivent dans une logique de solidarité et de relations durables (les accords ont pour la plupart des années, voire des dizaines d'années d'ancienneté). L'objectif est de construire un réel **partenariat technique, institutionnel et financier** avec des collectivités aux ressources humaines et financières limitées. Mais l'échange doit également être réciproque : les pratiques des collectivités du Sud peuvent inspirer celles du Nord, et les coopérations Sud-Sud (ou Nord-Nord) sont aussi très riches pour l'**apprentissage collectif** entre pairs !

LOI OUDIN-SANTINI :

elle autorise depuis 2005 les services publics de distribution d'eau français (collectivités territoriales, établissements publics intercommunaux et syndicats des eaux et / ou d'assainissement) à consacrer jusqu'à 1% de leur budget eau et assainissement pour financer des actions de coopération internationale dans ces secteurs (dispositif étendu à l'énergie en 2006 et aux déchets en 2014).

Qu'y fait-on ?

La coopération décentralisée peut se mettre en œuvre selon deux grandes modalités. La première correspond au financement de projets définis, présentés et mis en œuvre par des associations et des ONG. La seconde mobilise essentiellement les élu-e-s locaux-les pour la signature des conventions de partenariats et la définition des **grandes orientations** d'une part, et les agent-e-s techniques en charge de la mise en œuvre de ces orientations d'autre part.

La « coopdec » peut se limiter à un appui financier, mais le plus intéressant est d'approfondir le partenariat avec des échanges techniques pour l'élaboration de stratégies locales de développement, l'exécution de chantiers d'infrastructures ou encore la réforme de l'administration. La conduite de cette **assistance technique** peut être assurée soit directement par le personnel de la collectivité, soit avec l'appui d'ONG, bureaux d'études, ou autres partenaires. L'approche multipartenariale y est de plus en plus recherchée.

La force de la « coopdec » en matière de **renforcement des compétences** bénéficie d'ailleurs d'une reconnaissance croissante de la part des instances internationales.

Qui y trouve-t-on ?

Dans le cadre d'une coopération décentralisée, la conduite des actions se fait par des contractuel-le-s ou fonctionnaires territoriaux-les ; parfois, un-e assistant-e technique est mis-e à disposition, et réside dans la ville partenaire au Sud (une piste de volontariat pour de jeunes diplômé-e-s !). Les profils sont plutôt polyvalents, orientés vers la gestion et la coordination de projets. Un-e chargé-e de coopération décentralisée est responsable d'un large portefeuille d'activités, notamment :

- **Relations avec les élus :** dialogue pour valider de nouvelles orientations stratégiques dans un projet, rédaction de notes sur l'état d'avancement des actions, rédaction d'éléments de langage pour les interventions publiques, etc.

- **Suivi des conventions de partenariat** qui définissent les objectifs de coopération et encadrent les actions à conduire. La signature ou le renouvellement d'une convention repose sur un travail de discussions techniques et négociations politiques, où l'enjeu est de trouver un équilibre entre les ambitions des élus et la faisabilité des actions.
- **Suivi technique et financier des projets**: le-la chargé-e de mission est responsable de l'avancement et de la bonne réalisation des activités, ainsi que de la vérification des dépenses programmées. Ce travail peut se faire à partir de missions de terrain et de la lecture de rapports d'activités techniques et / ou financiers.

L'emploi du temps d'un-e jeune pro

Un-e chargé-e de coopération décentralisé, souvent seul-e dans la collectivité sur ce dossier, doit être hyper polyvalent-e, et il faut donc tout un mois pour rendre compte de la pluralité des activités :



SEMAINE 1 :

Entre 4 ou 5 réunions avec les partenaires Nord pour discuter de l'avancement des activités des projets, analyse des éléments transmis par email par les partenaires Sud et échanges : demande de détails, validation de dépenses, révision de documents techniques (termes de référence, stratégie de sensibilisation, plans d'exécution technique, etc.)

SEMAINE 2 :

Finalisation de la préparation d'une mission politique avec le cabinet : révision du programme de travail, vérification des passeports et demandes de visa, rédaction des notes synthétisant l'historique et l'avancement des projets. En parallèle, il faut continuer à traiter ses mails et poursuivre les échanges techniques avec les partenaires.

SEMAINE 3 :

Rédaction et transmission des dossiers de nouveaux partenariats au service juridique en vue du prochain conseil d'administration qui aura lieu dans un mois. Pour chaque projet, les documents (délibération, présentation du projet, convention de partenariat) ont été validés par l'ensemble des partenaires signataires. Préparation des brèves qui seront publiées sur le site web avec le service de communication. Enfin, participation à un groupe de travail de deux jours avec des expert-e-s techniques.

SEMAINE 4 :

Mission ! Accompagnement d'une délégation politique pour l'inauguration d'un projet, rédaction et correction du discours avec les informations fournies par les élu-e-s. Révision de l'actualité politique du pays pour répondre aux questions concernant les prochaines élections. Les journées se prolongent en discussion avec les partenaires toujours ravis de nous accueillir. Profiter aussi d'être sur place pour discuter de quelques éléments techniques ou pour récupérer les factures qui permettront de verser une partie de la subvention de l'année. C'est toujours beaucoup plus efficace lorsqu'on est autour d'une table plutôt qu'à distance !



ONG & ASSOCIATIONS

Organisations non gouvernementales et associations sont les acteurs centraux de la « société civile » (aux côtés du secteur public et du secteur privé).

Une **ONG** est une organisation d'intérêt public qui ne relève ni de l'État ni d'une institution internationale. Elle peut être financée par subventions, dons, legs, voire prestations de services, mais toujours à but non lucratif. En France, 98% des ONG ont le statut juridique d'association (les autres celui de fondation, c'est-à-dire qu'un patrimoine est alloué à une cause).

Une **association** de loi 1901 en France est définie comme la convention par laquelle plusieurs personnes mènent en commun une activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Depuis 2014, les associations sont reconnues par l'État comme des acteurs à part entière de l'économie sociale et solidaire.

Une association est composée d'une Assemblée Générale constituée de ses membres, d'un Conseil d'Administration (responsable de la direction), et d'un Bureau exécutif (président-e, secrétaire, trésorier-e...). Ses membres sont, sauf exception, bénévoles. La présence d'une équipe opérationnelle salariée dépend du degré de professionnalisation, du volume d'activités, des structures de financements, du nombre de bénévoles et leurs compétences.

ONG de projets / terrain : *Action Contre la Faim, GRET, Ingénieurs sans frontières, Eau Vive, WaterAid, Oxfam, CARE, CCFD, Entrepreneurs du Monde, Seves...*

ONG de réseaux / plaidoyer : *Projection, (Re)sources, AdP-Villes en développement, AjirSud, Partenariat Français pour l'Eau, Codatu, Astee...*

Qu'y fait-on ?

Travailler dans une ONG ou dans une association, c'est s'engager dans des **missions de coopération de solidarité**. Mais attention, le marché du travail en ONG est tendu : on n'y est pas recruté en fonction de son engagement, mais sur des compétences professionnelles pour réaliser les missions !

Les actions et les structures sont très variées, tant en termes de contenu que de zones d'intervention. Les ONG peuvent ainsi parfois remplir des missions équivalentes à des bureaux d'études (assistance technique, réalisation de schémas directeurs...), à des opérateurs (exploitation de mini-réseaux dans des quartiers précaires, gestion communautaire de services...), ou encore mener des actions de capitalisation, recherche et plaidoyer.

Qui y trouve-t-on ?

- **Spécialistes des services essentiels :** chef-fe-s de projet au siège, mobilisé-e-s sur des missions techniques, ils-elles sont souvent appelés à diversifier leurs savoir-faire : réponse aux appels à projets, communication avec les autorités locales et les bailleurs, relations avec les partenaires financiers, sensibilisation et mobilisation des usager-e-s, etc.
- **Coordinateurs-trices de projets** (ce peut être un-e volontaire !) : chargé-e de l'interface entre le siège et le terrain, le-la coordinateur-trice est responsable sur place du bon déroulement des différentes activités des projets. Il-elle définit les priorités, supervise et coordonne les équipes, gère les relations institutionnelles et politiques, suit les budgets...

- **Responsable administratif et financier** : sur les projets qui mobilisent des financements importants, il-elle gère les financements et décaissements, suit les démarches vis-à-vis des bailleurs et sous-traitants, et enfin assure le fonctionnement administratif de la structure (relations avec le conseil d'administration et les membres, suivi des conventions, éventuellement recrutements...).
- **Chargé-e de communication**, particulièrement importante dans certaines ONG dont le plaidoyer est le cœur de métier, et **ressources humaines** pour le suivi des expatrié-e-s et volontaires sur le terrain.

L'emploi du temps d'un-e jeune pro

Dans les petites structures, un-e seul-e salarié-e peut être en charge de toutes ces activités à la fois. Il faut donc savoir jongler ! Par exemple, une journée au siège :



9H30 : Arrivée au bureau, ouverture des mails, WhatsApp, Skype, Hangout, Viber pour réagir aux urgences de terrain.

10H30 : Réunion d'équipe : alertes sur les plannings, répartition des rôles sur chaque projet et au niveau du siège, discussion de futurs projets.

11H30 : Rédaction des cahiers des charges pour des missions d'expertise et pour les partenaires locaux. Une partie importante du travail repose sur la coordination d'équipes, expert-e-s et partenaires locaux, à mettre en musique pour arriver aux résultats escomptés du projet dans les délais impartis (si possible).

14H : Suivi technique, financier et administratif, préparation des rapports aux bailleurs, rédaction des fiches de postes, contrats de travail et conventions de prestations de service.

15H : Réunion Skype avec le partenaire local : suivi de l'avancement des projets, réorientation des actions, préparation de la suite, planification des missions de terrain. Les projets en cours de réalisation oscillent en permanence entre le suivi de la mise en œuvre et la préparation des futurs projets (actions pilotes à déployer, éléments imprévus ou repoussés...).

15H10 : Skype plante.

15H15 : Redémarrage et reconnexion sans la vidéo, on ne sait jamais ?

15H20 : Skype replante.

Etc.

17H30 : Si jamais il reste du temps (libre, donc rare), lecture de rapports et littérature du secteur, des nouveautés. Préparation de réunions, ateliers et conférences à venir. Mise à jour du site internet, et un peu de reporting pour le conseil d'administration !



RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT

Les services essentiels ne sont pas sans soulever de nombreuses questions et problématiques peu ou pas explorées. La recherche est là pour améliorer notre compréhension des enjeux associés au secteur et proposer des solutions pour optimiser son fonctionnement. La recherche va aussi souvent de pair avec l'enseignement, afin de former les futur-e-s expert-e-s à ces questions.

Institut de Recherche pour le Développement (IRD), AgroParisTech, LATTs, Certu, Iddri, Chaire de recherche du Canada en gouvernance urbaine de l'eau et des services publics, International Institute for Environment and Development, EAWAG...

Qu'y fait-on ?

Recherche fondamentale et **recherche appliquée ou opérationnelle** sont deux disciplines qui se côtoient régulièrement dans le cadre des services essentiels. Les sujets traités peuvent être techniques, mais de nombreux travaux sont aussi fondés sur les sciences humaines, économiques, sociales et politiques. La recherche permet d'apporter des éléments de réponse à des questions telles que : « Vers quels nouveaux modèles de tarification so-

ciale s'orienter ? » « Quels outils pour mesurer la satisfaction des usager-e-s pour un service donné ? » « Quels bénéfices profitent aux services essentiels et sont imputables aux politiques de décentralisation ? »... Mais elle sert aussi et surtout à apporter de nouvelles idées, à déplacer les débats vers des questions plus éthiques ou politiques dont le milieu opérationnel a rarement le temps de décortiquer tous les tenants et aboutissants.

Des chaires universitaires permettent de mobiliser des financements autour de sujets transversaux, de croiser des approches et les différents services étudiés pour une compréhension plus globale. Chercheur-e-s et acteurs opérationnels ont là la possibilité d'échanger entre savoirs scientifiques et techniques, et de transmettre des connaissances fondamentales mais aussi des compétences professionnelles aux étudiant-e-s.

Qui y trouve-t-on ?

- **Le-la thésard-e** : Première étape professionnelle de tout-e chercheur-e qui se respecte, la thèse permet de faire ses premières armes en matière d'enquêtes, d'investigations et d'analyses. Le choix du sujet de thèse est souvent déterminant sur la suite que prendra le parcours professionnel du-de la futur-e chercheur-e.
- **L'enseignant-e chercheur-e** : Une fois la thèse en poche, l'heureux-se thésard-e peut postuler pour devenir maître de conférences ou enseignant-chercheur-e dans une université ou tout autre organisme de formation supérieure, où il mènera de front travaux de recherche et enseignement.
- **La recherche appliquée** : Une autre option après l'obtention de la thèse est de s'orienter vers les services stratégie, recherche et développement d'organismes publics ou d'entreprises privées, ou des think-tanks dont la vocation est de produire de la connaissance avec un objectif très opérationnel. Il s'agit de capitaliser des activités et des projets, de fournir des éléments de décryptage et de vulgarisation de problématiques scientifiques, de concevoir des outils méthodologiques ou même du plaidoyer et des recommandations politiques dont la finalité est une application rapide sur le terrain.

L'emploi du temps d'un-e jeune pro

Une journée de recherche plutôt appliquée



9H : Café ! puis veille d'information : suivi des newsletters du secteur, inscription à des événements ou conférences, identification des dernières publications d'intérêt, réponses aux partenaires / éditeurs demandant un article ou à un-e journaliste demandant une expertise... Tout ceci doit permettre d'être au fait des actualités du secteur, de sentir les sujets qui montent, de voir en creux ceux qui ne sont pas traités.

10H : Entretien avec un acteur du secteur sur le sujet de travail, sur la base d'un questionnaire travaillé préalablement : la discussion avec les acteurs opérationnels constitue une des matières premières primordiales du-de la chercheur-e en sciences sociales.

11H : Lecture d'articles scientifiques et rapports de « littérature grise » (organisations internationales, think-tanks, études d'ONG, etc.) : rédaction de fiches, alimentation d'une bibliographie, élaboration de la liste des travaux à lire pendant l'été !

12H30 : Brainstorming avec des collègues / son-sa boss sur un sujet, une problématique à définir, une stratégie de diffusion et valorisation des résultats d'une recherche.

14H : Réunion avec des acteurs opérationnels pour restituer les résultats d'une étude et / ou identifier leurs besoins en connaissances.

15H : Rédaction d'un rapport avec recommandations, ou d'une note pour un projet de recherche orienté action.

16H : Rédaction d'un bout d'article, un billet de blog, une communication, un chapitre de livre... (à ce rythme-là, ça n'avance jamais assez vite!).

17H30 : Préparation du Powerpoint pour intervention à la conférence du lendemain (mieux vaut tard que jamais...).

Une journée de recherche plutôt universitaire



9H : Intervention à une conférence : présentation, intégration de remarques et questions sur ses résultats, suivi de l'avancée des travaux de collègues, réflexion sur des pistes de recherche future.

12H : Buffet de la conférence, réseautage.

13H : Relecture critique (et constructive) et évaluation d'un article : les publications scientifiques sont soumises à la « revue par les pair-e-s » avant d'être validées, autrement dit, les éditeurs de revues ou livres demandent à des chercheur-e-s d'estimer de manière anonyme la pertinence et la qualité des travaux soumis par leurs collègues.

14H : Cours à l'université sur son sujet de prédilection... ou pas !

16H : Organisation d'une conférence : définition d'une thématique avec les autres organisateurs-trices, lancement d'un appel à communication, identification d'intervenant-e-s, sélection et cadrage des interventions, suivi de l'organisation logistique, etc.

17H : Lecture, Écriture, Préparation de cours jusqu'à la nuit pour retrouver ses bonnes habitudes d'étudiant-e !



7

PARTIR LOIN ... ET REVENIR

Maintenant que tu connais les structures qui composent le secteur et les profils qu'elles recherchent, peut-être souhaites-tu partir sur le terrain ! Même s'il n'y a pas de voie royale (et il t'appartient de tracer ton parcours personnel), une mission à l'étranger, en plus d'être une expérience attrayante, est souvent un véritable atout pour intégrer à terme le secteur des services essentiels.

*Tu trouveras dans ce chapitre quelques conseils pour **partir, vivre sur place, et revenir**. Mais ne te précipite pas, prends le temps de bien réfléchir au pourquoi, au comment et à l'après...*



LE POURQUOI DU COMMENT

Pourquoi partir sur le terrain ?

Le terrain ou apprendre sur le tas

Pour travailler dans les services essentiels, l'expérience de terrain est structurante. Une vaste revue bibliographique ne remplace pas le vécu. Côté acteurs locaux, travailler aux côtés des professionnel-le-s, dialoguer avec les usager-e-s des services... Autant d'expériences et de quotidiens vécus qui construisent une compréhension et une sensibilité sur les réalités des villes du Sud. Et c'est sur la base de cette compréhension et de cette sensibilité qu'un-e professionnel-le est en mesure de proposer des **solutions pertinentes, pragmatiques et adaptées aux contextes** d'intervention.

Partir combien de temps ?

Il n'y a pas de règle d'or pour construire son expérience de terrain. Elle peut être vécue en début de carrière sur une durée significative (quelques années) ou s'agréger dans le cadre d'une succession de missions courtes (quelques semaines ou quelques mois par an). Même si de nombreux recruteurs ont tendance à privilégier des profils ayant une expérience significative sur le terrain, il est possible d'intégrer des organismes sans avoir un vécu préalable dans un pays en développement.

Comment trouver à partir ?

L'idée selon laquelle le secteur des services essentiels dans les villes du Sud privilégie des profils techniques de type ingénieurs est largement répandue mais s'avère erronée dans les faits. Comme nous l'avons vu, les services essentiels ont besoin de tous les talents ! Quelle que soit ta formation, tu dois pouvoir trouver ta place dans les vastes besoins des services essentiels dans les villes du Sud. Et ça tombe bien, il y a pour cela plein d'options.

Le volontariat

Il existe différentes formules pour partir dans un pays en développement, parmi lesquelles le volontariat occupe une place de premier choix lorsque l'on débute sa carrière professionnelle. **Le volontariat est un statut juridique qui n'a pas à voir avec le bénévolat** : il s'agit d'une activité à temps plein, associée à une indemnité et une protection sociale. En revanche, ce n'est pas non plus un emploi avec un contrat de travail mais un « engagement ». Par conséquent, tu n'es pas rémunéré-e mais indemnisé-e, c'est-à-dire que tu ne payes pas d'impôts en France pendant ta mission, mais que tu n'as pas non plus d'indemnités chômage au retour (en fonction des pays et de l'organisme d'envoi, cela peut toutefois varier ; à vérifier au cas par cas !).

Souvent utilisé comme un tremplin pour une carrière internationale, le volontariat est sans aucun doute **une expérience humaine autant que professionnelle**. Les formules de volontariat sont variées. À l'instar des stages en France, plus la structure d'accueil est petite, plus le poste est polyvalent. À l'inverse, plus l'organisation est grande, plus le poste est spécialisé. Dans les structures importantes, une expérience professionnelle préalable est souvent exigée, car les missions sont associées à de réelles responsabilités. À toi de choisir : ton volontariat, c'est ce que tu en feras !

LES MEMBRES DE PROJECTION ONT RÉALISÉ LE TABLEAU DES VOLONTARIATS CI-APRÈS. TU Y TROUVERAS NOS AVIS ET NOS CONSEILS SUR CHAQUE TYPE DE VOLONTARIAT. NOUS AVONS ESSAYÉ D'ÊTRE LE PLUS OBJECTIF POSSIBLE MAIS PEUT-ÊTRE AS-TU UN AVIS DIFFÉRENT ? N'HÉSITE PAS À LE PARTAGER AVEC NOUS !



Pour des détails pratiques et témoignages, retrouve ton Parier Sud 1, et le fascicule du volontariat de Projection :

www.reseauprojection.org/wp-content/uploads/2015/01/guide-pariersud-web.pdf

www.reseauprojection.org/wp-content/uploads/2015/07/Guide-FAIVE-blanc-bis.pdf

Ainsi que le document complet de France Volontaires :

www.france-volontaires.org/documents/content/Devenir_volontaire/Guide_du_volontariat_international_2015.pdf

L'entrepreneuriat

Si tu cherches toujours ta voie sans jamais trouver chaussure à ton pied, ose te lancer dans l'entrepreneuriat, en pleine expansion dans le milieu de l'économie sociale et solidaire.

- Le collectif **Youth We Can** regroupe plus de 30 membres partenaires, tournés vers la jeunesse et les initiatives citoyennes à impact social et environnemental. Ils valorisent et accompagnent les jeunes entrepreneurs sociaux.
- La communauté **MakeSense** aide les entrepreneurs sociaux à créer leur entreprise par un rassemblement d'idées et de compétences autour de causes comme l'éducation, l'environnement, la santé, etc.

- En Suisse, le **CEWAS** (International centre for water management services) est un centre international de compétences qui propose un accompagnement pour les jeunes professionnel-le-s du Nord et du Sud désireux de monter leur entreprise dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

- La **Global Social Venture Competition** est un concours mondial porté par l'université de Berkeley en Californie qui a pour objectif de promouvoir les meilleurs « social business models » portés par des étudiant-e-s ou jeunes diplômé-e-s, en leur offrant une aide financière, du mécénat de compétences et / ou une exposition médiatique.

L'économie sociale et solidaire (ESS) est un secteur en effervescence ! Pour un peu de lecture approfondie, tu peux aller voir **le baromètre de l'entrepreneuriat social de Convergences**. Y sont présentés les enjeux, les tendances et les bonnes pratiques du secteur de l'entrepreneuriat social en France et à l'international, et tu peux y trouver nombre de structures impliquées.

Les différents types de volontariat

Dispositifs français

Secteur associatif		Secteur privé	Secteur public
Mission (engagement) de service civique	Volontariat de solidarité internationale (VSI)	Volontariat international en entreprise (VIE)	Volontariat international en administration (VIA)
<p>Si tu souhaites apporter ta contribution à un projet d'intérêt général lors d'une 1ère expérience plutôt courte (6-12 mois).</p>	<p>Si tu veux intégrer durablement le secteur du développement international, ou vivre une période de césure.</p>	<p>Si tu es jeune et que tu souhaites bénéficier d'une expérience décisive à l'international pour consolider ton parcours.</p>	<p>La coopération française t'intéresse ? Le VIA permet d'intégrer ambassades, agences de l'AFD et autres organismes sous tutelle de l'État.</p>
<p>Tu peux réaliser une mission presque partout dans le monde. On laisse le PC de côté, l'idée est d'être au contact des gens. Tu n'as pas un gros background diplôme + expérience, ce n'est pas grave, le service civique est ouvert à tou-te-s ! Les missions sont en forte croissance, surveille bien les offres...</p>	<p>Tu bénéficies d'un encadrement pro : formation au départ, aide au retour, suivi pendant la mission. On trouve des offres dans tous les secteurs, avec souvent de belles perspectives à la clé (responsable pays, chef de projet). Pas de limite d'âge, et l'occasion de vivre une expérience longue (1-6 ans), très appréciée des ONG dans leur recrutement.</p>	<p>Près de 10 000 VIE en mission dans le monde, pourquoi pas toi ? En tant que VIE, tu disposes d'une indemnité et de conditions de vie confortables. De nombreux VIE intègrent l'entreprise à l'issue de leur mission, en France ou à l'international.</p>	<p>Comme pour le VIE, le niveau d'indemnisation est attractif. Tu disposes à terme d'une expérience très enrichissante et appréciée sur ton CV pour intégrer la coopération française et plus largement le secteur du développement et de la solidarité internationale.</p>



EST-CE
POUR MOI ?



LES BONS
CÔTÉS !



ATTENTION
TOUT DE
MÊME...



OÙ SE
RENSEIGNER

Mission (engagement) de service civique	Volontariat de solidarité internationale (VSI)	Volontariat international en entreprise (VIE)	Volontariat international en administration (VIA)
<p>Ne t'attends pas à avoir de grandes responsabilités, ce n'est pas le but, ce qui prime, c'est l'expérience humaine.</p> <p>Vérifie le coût de la vie sur place, car l'indemnisation unique (~600€) te permet de bien vivre au Burkina Faso, un peu moins au Japon !</p> <p>Le service civique est pour les moins de 25 ans, et on n'a le droit de n'en faire qu'un seul dans sa vie.</p> <p>Si tu veux passer un cap professionnel et renforcer ton CV, pourquoi ne pas prolonger l'aventure avec un VSI ?</p>	<p>Tu pars pour un long séjour en immersion... mais tu n'es pas seul-e ! Si tu rencontres des difficultés, tourne-toi vers ton organisme d'envoi et / ou France Volontaires.</p> <p>Les missions sont très variables, tant en termes de responsabilités que d'indemnisation (de 150€ à l'équivalent du VIA). Engage-toi en connaissance de cause.</p> <p>La notion de volontaire n'est pas toujours bien comprise... N'hésite pas à faire référence à ta mission plutôt qu'à ton statut.</p>	<p>L'indemnisation attractive et les belles perspectives pour la suite vont de pair avec une féroce concurrence pour chaque offre, et la recherche de profils spécialisés.</p> <p>Décrocher un VIE est très proche de la recherche d'emploi, ce n'est pas toujours facile.</p> <p>Le VIE est un grand saut dans le bain professionnel avec ses avantages (des responsabilités et des objectifs à atteindre), et ses inconvénients (pas de formation au départ).</p>	<p>Comme pour le VIE, si on t'indemnise, c'est pour que tu travailles vite et bien. Un vrai boulot quoi !</p> <p>La concurrence est très forte, mais à l'inverse des VIE, les offres ne sont pas aussi nombreuses, ne mise donc pas tout là-dessus.</p> <p>Les offres étant pourvues au sein de structures publiques, ne compte pas sur une embauche à l'issue. Mais tu peux tenter d'intégrer le Ministère des Affaires Étrangères par concours (le VIA est très formateur), ou devenir contractuel à Paris (offres souvent pourvues par d'ex-VIA).</p>
<p>Agence du service civique et autres organismes recruteurs</p>	<p>France Volontaires, CLONG, Fonjep, La Guilde</p>	<p>www.civiweb.com, Business France, et toute entreprise éligible peut être démarchée</p>	<p>www.civiweb.com, également suivre les principaux organismes d'accueil (AFD,IRD)</p>

Les différents types de volontariat

Dispositifs internationaux

Service volontaire européen (SVE)	Corps européen de solidarité	Volontariat des Nations Unies (VNU)
-----------------------------------	------------------------------	-------------------------------------

Pour vivre une expérience interculturelle et de mobilité à l'échelle européenne, et parfaire tes compétences linguistiques

Un dispositif tout nouveau, à surveiller si tu souhaites participer à un projet social ou humanitaire en Europe.

Si tu disposes déjà d'une expérience solide, de compétences linguistiques et si tu te destines à une carrière dans les organisations internationales.



EST-CE POUR MOI ?



LES BONS CÔTÉS !

Comme pour le VSI, tu bénéficies d'un accompagnement pour faciliter ton intégration et rencontrer d'autres volontaires. Le barème d'indemnisation prend en compte le niveau de vie dans le pays.

Difficile à dire... Attendons de voir un peu ce que cela donne !

La classe, tu fais partie du staff ONU, et tu participes à la mise en œuvre du programme des Nations Unies !

Une expérience enrichissante que tu sauras bien entendu valoriser à ton retour.



ATTENTION TOUT DE MÊME...

Le SVE est plus une expérience personnelle enrichissante qu'une étape décisive sur ton CV. Si ton rêve est de travailler pour l'accès à l'eau au Mali, le SVE n'est peut-être pas ce qu'il te faut car les problématiques des services essentiels pourraient te paraître bien lointaines depuis Copenhague ou Athènes !

À voir lorsque le dispositif sera pleinement lancé, espérons qu'il n'y ait pas de points noirs !

Beaucoup d'offres, mais toujours très sélectives, et en plus, tu es en concurrence avec des jeunes du monde entier, toi-te-s aussi motivé-e-s que toi.

Attention, qui dit VNU ne dis pas nécessairement carrière aux Nations Unies. Ça se saurait si c'était aussi simple...



OÙ SE RENSEIGNER

Agence Erasmus+ Jeunesse, Portail européen de la jeunesse

Portail européen de la jeunesse

Partenaires du programme VNU (ONG internationales, gouvernements, agences de l'ONU...)



UN DÉPART, ÇA SE PRÉPARE... ET LE RETOUR AUSSI

Avant

- (Re-)demande-toi pourquoi **tu veux travailler dans le développement et pourquoi tu désires partir**. L'expérience d'expatriation est enthousiasmante et peut faire rêver : découvrir une autre culture, avoir un poste avec des responsabilités, vivre dans un lieu exotique... Mais l'expérience peut aussi s'avérer complexe, notamment en raison des questions liées à l'interculturalité et à sa propre légitimité sur le terrain. Avant de partir, il est vivement recommandé de s'interroger, en particulier sur ses motivations. Pas d'inquiétude : la plupart des dispositifs de volontariat proposent des **formations au départ** qui permettent justement de se préparer à cela.
- Veille à bien préparer ton voyage. Choisis les modalités de ton départ, renseigne-toi sur le pays et surtout sur ce que tu vas y faire. Écoute tes envies et tes convictions. Où veux-tu aller et pourquoi ?
- Les **papers**, visas peuvent prendre un peu de temps. Organise-toi bien !

Pendant

Sur place

Quelques recommandations à garder en tête afin de faciliter ton adaptation :

- La curiosité, l'ouverture et l'humilité sont essentielles.
- Un volontariat est une expérience de travail : sois conscient-e de tes compétences et de tes limites, et utilise-les à bon escient.
- N'oublie pas tes racines qui constituent ton identité et ta personnalité.
- Cultive le respect de toi-même et de l'autre : c'est la base saine et constructive de tous les échanges.
- Sois humble : ce n'est pas parce que tu as un beau diplôme que tu connais mieux la situation que les acteurs locaux ! Bien souvent lors d'une première expérience, il est malgré tout tentant de se dire : « Mais enfin, pourquoi ne pas adopter tout simplement cette solution, ce fonctionnement ? Il suffirait de faire ceci, et hop, le problème serait réglé ! ». Il y a généralement une bonne raison à cela, mais il faut **prendre le temps de comprendre** et avoir la curiosité de le découvrir.

Attention à l'acculturation... : on peut s'adapter à une culture, mais l'adopter c'est tout autre chose. En effet, il est impossible de s'intégrer entièrement à la culture du pays le temps d'une courte mission. Il faut donc savoir rester soi-même sans se fermer aux autres.

DANS LES PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DE VSI, IL EXISTE UN ESPACE VOLONTARIATS GÉRÉ PAR FRANCE VOLONTAIRES EN LIEN AVEC L'AMBASSADE DE FRANCE. CE SONT DES LIEUX D'ACCUEIL ET D'ÉCHANGES, OÙ TU PEUX TE RENDRE POUR RENCONTRER D'AUTRES VOLONTAIRES, ÉCHANGER DES BONS PLANS, ETC. N'HÉSITE PAS À Y PASSER À TON ARRIVÉE, OU PLUS TARD !

www.reseau-espaces-volontariats.org/Les-Espaces-Volontariats

La plupart des organismes recruteurs pour les pays du Sud proposent une formation pour préparer son départ. Les risques sanitaires et sécuritaires y sont souvent abordés. **Suis les instructions que l'on t'a données et consulte les sites** des organismes de volontariats et du Ministère des Affaires Étrangères. Lors d'interventions humanitaires dans les pays en conflit, il est fondamental de bien connaître la situation, le contexte et les raisons du conflit. Ne commets pas d'imprudences et surtout écoute les conseils des gens qui vivent sur place. Attention : en étant sur le terrain, on peut ressentir une assurance de sécurité, mais il est parfois nécessaire de prendre du recul pour évaluer et prendre conscience des risques dans un contexte que l'on ne maîtrise pas, sans pour autant devenir parano !

Légitimité... en tant que jeune

Être jeune peut être un handicap quand on travaille dans certains pays. Il peut en effet être difficile d'avoir une légitimité au regard de son statut d'étranger et de son expérience limitée de jeune professionnel-le. Cependant, être jeune est aussi un atout qui facilite l'adaptation à un environnement nouveau et qui apporte dynamisme, nouveauté et vitalité. Mais il reste vrai qu'il faut parfois « se battre » avant d'obtenir une reconnaissance de ses capacités et de ses compétences.

... en tant que femme

Dans certains contextes culturels, être une femme peut poser des difficultés supplémentaires, en particulier lorsque l'on travaille dans un environnement majoritairement masculin. Les organisations internationales font la promotion de la parité et encouragent fortement les candidatures des femmes.

Dans le milieu de la coopération internationale, on retrouve aujourd'hui souvent plus de femmes que d'hommes ; petit à petit, les choses bougent. En conclusion, jeune femme, prends ton courage à deux mains : tes compétences et ta confiance en toi seront tes meilleures alliées et sache que tu es loin d'être seule !

Après

Le retour, côté personnel

Le retour en France après une expérience au Sud n'est pas une étape toujours évidente. Il s'accompagne souvent d'un contre-choc culturel. Si penser à son départ et à ses motivations est important, anticiper son retour l'est tout autant ! Dans les faits, partir et revenir sont très liés : si les motivations du départ sont claires et si celui-ci s'inscrit dans un projet professionnel bien pensé, alors le séjour et l'expérience professionnelle seront constructifs, et l'après « expérience au Sud » sera abordé avec sérénité.

Une fois rentré-e, il est néanmoins courant de ressentir une frustration liée à la difficulté de partager son expérience telle qu'on l'a vécue sur place. On peut ressentir un manque d'intérêt de la part de ses proches pour une expérience à l'étranger qui nous semble essentielle et qui, pour eux, reste très lointaine, sans compter les coups de blues et de nostalgie... Rien d'insurmontable au final, mais des éléments dont il faut être conscient-e pour ne pas dramatiser le retour et se laisser le temps de retrouver ses proches et un autre quotidien.

Le retour, côté professionnel

Dans le milieu du développement, on ne peut pas nier qu'il y a un goulot à l'embauche au retour en France. Le nombre de postes y est limité comparativement aux postes de volontaires à l'étranger, ce qui peut conduire certaines personnes à se réorienter ou à repartir à l'étranger. Attention néanmoins à ne pas repartir « par défaut » ou pour de mauvaises raisons.

Le volontariat favorise l'acquisition de savoir-faire (gestion d'équipe et de projet) et de savoir-être (capacités d'adaptation). La plupart des employeurs en ont donc une image positive. Mais certains peuvent aussi voir une forme d'instabilité et craindre que le-la candidat-e ne reparte sous peu à l'étranger. À toi d'apaiser leurs doutes. Démontre également que tu n'es pas parti-e pour prendre des vacances au soleil ! Et d'une manière générale, **valorise ton expérience de volontariat à l'international**, notamment en mettant en avant tes compétences professionnelles acquises, ta mobilité et ton ouverture d'esprit.

- Veille à ne pas te déconnecter des problématiques françaises ou de tes réseaux car tu pourrais avoir des difficultés à te réadapter.
- Ne pars pas trop longtemps ! (Il est recommandé par les DRH de se limiter à une période d'expatriation de 2 à 3 années avant de rentrer en France, afin de ne pas être étiqueté-e « expat »).
- Ne reste pas isolé-e en retour de mission. En cas de retour difficile d'une expérience à l'étranger (décalage avec les réalités françaises, recherche de travail laborieuse), l'association Résonances Humanitaires peut apporter des pistes de réponses.

Pour faciliter la valorisation d'une expérience de volontariat dans son parcours professionnel au retour d'une mission, l'accompagnement par une structure spécialisée peut aider. La première étape est le bilan de la mission tant au niveau personnel que professionnel. Il doit pouvoir amener à la prise de conscience des compétences acquises, le plus souvent issues d'apprentissages informels, et à la capacité de justifier à l'oral comme à l'écrit ces compétences. Cette valorisation sera d'autant plus pertinente qu'un projet professionnel a été défini en amont.

UN GUIDE « CONSEIL ET INFORMATIONS PRATIQUES POUR FACILITER LES DÉMARCHES AU RETOUR D'UNE EXPATRIATION SOLIDAIRE » A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CLONG-VOLONTARIAT : IL TRAITE NOTAMMENT DE LA SANTÉ, DES PRESTATIONS SOCIALES, ET DU VOLET PROFESSIONNEL AU RETOUR DE MISSION.

<http://www.clong-volontariat.org/wp-content/uploads/2017/06/Guide-2017-web.pdf>



À TOI DE JOUER (ET DE POSTULER)!

Trouver un emploi peut parfois sembler relever du parcours du combattant. Alors pour relativiser, si l'on reprenait étape par étape ce qu'il faut – ou ne faut pas – faire ?

TES offres!

Les enjeux et le fonctionnement des services, tu as intégré. Les acteurs, tu maîtrises. Les métiers, tu connais. Ta première expérience, c'est ciblé. Alors il ne te reste plus qu'à aller à la pêche aux offres d'emploi ! Chouette !

Lorsqu'on travaille dans les services essentiels, on peut être surpris par le nombre de réseaux et de collectifs impliqués dans le secteur. Si cette multitude peut prêter à confusion au premier abord, nous t'invitons à y regarder de plus près : au sein de chaque réseau et collectif se trouvent souvent une multitude d'informations et de personnes ressources.

Sites et plateformes d'emploi

Voici une liste (non exhaustive et dans le désordre) d'organismes qui sont susceptibles de diffuser des offres d'emploi sur les services essentiels au Sud.



Des sites généralistes d'emploi

www.apec.fr	www.emploi-public.fr
www.pole-emploi.fr	www.letudiant.fr
www.emploi-environnement.com	www.service-civique.gouv.fr

Des plateformes sur le développement

www.reseauprojection.org	www.euractiv.com
www.coordinationsud.org	www.civiweb.com
www.expertisefrance.fr	www.la-guilde.org
www.diplomatie.gouv.fr	www.reliefweb.int
www.cites-unies-france.org	www.ofarcy.net
www.devex.com	www.acodev.be
www.france-volontaires.org	www.resacoop.org
www.developmentaid.org	www.lianescooperation.org

Des programmes « spécial jeunes »

Certaines structures ont des programmes spécifiques pour les jeunes diplômé-e-s et jeunes professionnel-le-s prometteur-teuses. Pourquoi pas toi ?

- L'**AFD** mis en place un programme « vivier » ouvert aux jeunes diplômé-e-s ayant moins de 2 ans d'expérience.
- Le **Young Professionals Program** (YPP) de la Banque Mondiale : très sélectif !
- Le **Programme Jeunes Administrateurs de l'ONU** : sur concours d'entrée.
- Le **programme des jeunes professionnel-le-s de l'OCDE** : sur concours d'entrée aussi, et très sélectif aussi !
- **Pangeo est un programme de Veolia** qui propose des contrats locaux de 12 à 24 mois sans restriction d'âge ou de nationalité.

Pour un panorama plus complet, va voir sur le site du Ministère des Affaires Étrangères les programmes de jeunes dans les organisations internationales :

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/emplois-stages-concours/travailler-dans-les-organisations-internationales/les-jeunes-en-oi-emplois-et-stages/les-programmes-jeunes-finances-par-le-meae/>

Et en attendant ?

Bien sûr, il ne s'agit pas de rester inactif-ve ni de se contenter d'actualiser toutes les deux minutes la page de Pôle Emploi. On peut faire plein de choses en ligne, notamment :

- **Réseauter** : c'est important, et ça fonctionne ! Fais marcher ton réseau, tes contacts, inscris-toi sur LinkedIn, Viadeo (parfois Facebook peut réserver de bonnes surprises).
- **Se créer des alertes** pour les offres d'emploi : tu reçois directement les offres qui t'intéressent sur ton mail, tu gagnes du temps, et tu ne t'éparpilles pas.
- **Suivre les actualités**, lire, s'abonner à des newsletters, tu découvriras sûrement ainsi de nouveaux acteurs, de nouveaux sujets, des contacts et des opportunités...
- **Se former en continu avec des MOOC** (« massive open online course » en anglais) : des formations en ligne ouvertes à tou-te-s et gratuites (en théorie, car certaines plateformes proposent le cours gratuit mais avec attestation de réussite payante, après avoir suivi le cours et réussi les tests). L'avantage est de pouvoir suivre cette formation où tu veux, quand tu veux, et d'ajouter une ligne à ton CV !



Quelques idées de MOOC :

série « Villes Africaines » de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, programme « Cities are back in town » de SciencesPo Paris, Citego, Banque Mondiale, Inter-American Development Bank...

Ton CV

Ton CV doit être ajusté au poste en cherchant toujours à valoriser au maximum tes expériences et tes formations les plus pertinentes.

Les recruteurs-ses prennent en moyenne 10 à 20 secondes pour lire un CV, autrement dit, soyons clair, **au premier coup d'œil, personne ne va « lire » ton CV**. Celui-ci doit donc être accrocheur ! Ensuite, ils répartissent généralement les CV en trois tas : « négatif », « colle bien au profil recherché », et « j'ai un doute » (pour ces derniers, ils se réfèrent alors à la lettre de motivation).

- Rédige un CV clair et simple avec des mots-clés mis en valeur, pas de tralala qui attire peut-être l'œil, mais détourne l'attention !
- Sois concret-e, détaille les travaux réalisés, essentiellement ceux en lien avec l'offre.
- Le « petit plus » au début du CV : un encadré avec tes compétences, le type d'emploi recherché, la durée, tes dates de disponibilité, ta zone géographique privilégiée (tu peux aussi faire une accroche en résumant ton CV en quelques mots clés).
- La photo ne constitue pas un plus sur une candidature. Une « bonne » photo ne te valorisera pas, une « mauvaise » te nuira...
- Et les loisirs ? Ce n'est pas obligatoire et ça n'apporte pas grand-chose de plus à ta candidature, sauf si tu comptes valoriser un atout spécial en lien avec le poste auquel tu postules.

Ta lettre de motivation

Elle est décisive dans une candidature, en particulier si ton profil ne correspond pas tout à fait aux attentes de l'employeur-se. Dans ta lettre, valorise la structure et développe ton expérience pour témoigner de l'adéquation de ton profil avec les attentes de la structure et de la DRH. L'objectif est que l'employeur-se un peu dubitatif-ve comprenne pourquoi en fait tu postules : **un-e recruteur-se ne te connaît pas, et il-elle n'a pas le temps de jouer aux devinettes !**

Ta lettre est là pour l'aider à comprendre le pourquoi du comment de ta candidature, l'intérêt particulier de ton profil pour sa structure, et les raisons pour lesquelles tu fais la différence par rapport aux autres candidat-e-s.

- Sois synthétique. Présente tes motivations et ne répète pas ce qu'il y a dans le CV.
- Détaille ce qui t'attire dans les activités liées au poste et sur l'organisme recruteur.
- Adresse ta lettre à la bonne personne ! Débrouille-toi pour trouver le nom de la personne qui serait ton-ta supérieur-e et l'adresse de la structure.
- Ne reprends pas le contenu du site Internet du recruteur pour lui dire ce qu'il sait déjà. Sors des sentiers battus et met en avant ta valeur ajoutée !
- Aborde une ou deux informations essentielles qui contiennent les mots-clés du poste à pourvoir.
- Liste tes forces – pour les mettre en évidence dans la lettre – et tes « marges de progression » ou d'apprentissage – sans trop insister dessus à ce stade.
- Évidemment, mais ça ne fait pas de mal de le rappeler : aucune faute d'orthographe !



L'OBJECTIF VISÉ

par une candidature spontanée est que ton CV et ta lettre de motivation soient conservés pour un poste à venir, ou mieux, qu'ils te permettent d'obtenir un rendez-vous pour réseauter et te faire connaître (même s'il n'y a pas de poste à la clé).

LA LETTRE DE MOTIV'

est très importante et il te faut une accroche qui fait la différence. Tes compétences et tes affinités pour la structure doivent apparaître clairement : n'hésite pas à montrer que tu suis son actualité (projets en cours, campagnes de communication, événements à venir, etc.).

Ton entretien

L'entretien, seconde phase (très encourageante) d'une candidature, se prépare, vraiment et sérieusement. Les recruteurs-ses testent les candidats et attendent d'eux des réponses claires et précises en lien avec leurs aspirations et leurs motivations. **Ne pas oublier qu'ils cherchent aussi un-e futur-e collègue** (et que c'est souvent aussi stressant de recruter que d'être recruté) ; une attitude ouverte, adaptée et constructive est tout aussi importante que des compétences. En fait, il s'agit d'un rendez-vous professionnel entre potentiel-le-s - futur-e-s collègues, et une réunion, c'est aussi un échange !

- Renseigne-toi en détail sur la structure (son organigramme, ses missions, etc.).
- Sois prêt-e à détailler tes expériences en justifiant la cohérence de ton parcours.
- Prépare les questions qui pourront t'être posées, simule un entretien.
- Entraîne-toi pour décrire avec fluidité l'ensemble de ton parcours.
- Valorise tes expériences en fonction de la demande. Pense à bien mettre en cohérence le besoin (le poste à pourvoir) et la ressource (toi!).
- Reformule les activités qui figurent dans l'annonce, preuve de ton souci d'avoir une bonne compréhension du poste.
- Demande au terme de l'entretien à quelle échéance une réponse te sera communiquée. Cela démontre ton intérêt.

Après l'entretien, le mail de remerciement est un moyen d'avancer un argument complémentaire que tu aurais oublié d'évoquer pendant l'entretien (mais n'en fais pas trop quand même!).



Les 10 commandements du-de la jeune pro, pour mettre toutes les chances de ton côté :

- 1 **Tu es actif-ve**, quel que soit ton statut : écriture de billets de blogs, participation à des conférences, MOOC, interventions universitaires, engagement associatif (avec Projection de préférence bien sûr, mais ailleurs c'est possible aussi!).
- 2 **Ton CV** est toujours parfaitement à jour, en ligne, en Word, en PDF.
- 3 **Ta lettre de motivation** est toujours personnalisée en fonction du poste et de l'interlocuteur-trice.
- 4 **Tu postules à tout**, pas d'auto-censure, tu as des compétences à valoriser!
- 5 **Tu lis des publications et newsletters**, tu te formes, tu te renseignes et tu es au courant des actus. On ne se repose pas sur ses acquis universitaires!

- 6 **Tu réseautes**, en ligne et en live, tu es présent-e sur les réseaux sociaux et professionnels (oui, les recruteurs-ses vont te googler).
- 7 **Tu contactes et rencontres des gens** qui t'intéressent pour mieux connaître leurs activités et le milieu professionnel où tu souhaites t'insérer (même s'il n'y a pas d'offre d'emploi en jeu), et quand tu les rencontres, tu demandes d'autres contacts avec qui être mis-e en relation.
- 8 **Tu oses demander des conseils** à tes contacts et ton entourage, et tu fais savoir autour de toi que tu es « disponible » de manière positive (et non pas désespérément en recherche d'emploi), y compris pour des petits coups de main.
- 8 **Tu peux** aussi relancer les gens une semaine ou deux après les avoir contactés, pour être sûr-e qu'ils ont bien reçu ton message (s'ils n'ont pas répondu, c'est sans doute qu'ils sont juste débordés)
- 10 **Zénitude et confiance en soi!** Alors surtout, persévère et reste motivé-e et dynamique!

Sur ces bonnes paroles, **bonne chance et à bientôt dans le monde passionnant des services essentiels!**

Références générales

Projection (2008-auj) Revue semestrielle « L'Essentiel »

www.reseauprojection.org/lessentiel

Projection (2012) Parier Sud.

www.reseauprojection.org/wp-content/uploads/2015/01/guide-pariersud-web.pdf

Projection (2012) From planet of slums to planet of solutions.

www.reseauprojection.org/wp-content/uploads/2012/08/FME_GUIDE_WEB.pdf

AdP (1988-auj) Bulletin Villes en Développement.

www.ville-developpement.org/bulletins-villes-en-developpement/blog

Blanc A. & Botton S., dir. (2011) Services d'eau et secteur privé dans les pays en développement. Paris : AFD

<https://www.afd.fr/fr/services-deau-et-secteur-privé-dans-les-pays-en-developpement>

GRET-Groupe Initiatives (2016) Lexique de la ville durable.

www.gret.org/wp-content/uploads/Lexique_ville-durable.pdf

Jaglin S. & Zérah M-H., dir. (2010) Eau des villes : Repenser des services urbains en mutation. Revue Tiers-Monde 203

www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=RTM_203_0007

pS-Eau (2017) Les Objectifs de Développement Durable pour les services d'eau et d'assainissement. Décryptage des cibles et indicateurs.

https://www.pseau.org/outils/ouvrages/pseau_les_odd_pour_les_services_eau_et_assainissement_fr_2017.pdf

Webographie

www.afd.fr

www.citego.org

www.citiscopie.org

www.codatu.org

www.convergences.org

www.crid.asso.fr

www.defis-sud.org

www.gevalor.org

www.gret.org

www.iddri.org

www.ideas4development.org

www.iied.org

www.oecd.org

www.partenariat-francais-eau.fr

www.pseau.org

www.reseauprojection.org

www.suez-environnement.fr

www.thinktank-resources.com

www.veolia.com

www.ville-developpement.org

www.wri.org

Et plein d'autres encore à ajouter dans tes favoris... À ton clavier !



projection

RÉSEAU DE PROFESSIONNELS JUNIORS

TU ES JEUNE DIPLÔMÉ-E OU JEUNE PROFESSIONNEL-LE
QUI LANCE SA CARRIÈRE ?

TU CONSIDÈRES QUE L'EAU, C'EST LA PRIORITÉ ?

TU AIMES PARLER PQ, PIPI, CACA ?

TU CONNAIS PAR CŒUR LE CONTENU DE TA POUBELLE ?

TU ES PLEIN-E D'ÉNERGIE QUAND TU L'ÉCONOMISES ?

TU ES UN-E ADEPTE DES TRANSPORTS EN COMMUN ?

TU PENSES QUE LE NUMÉRIQUE, C'EST ESSENTIEL ?

Ce Petit Abrégé de Recommandations Indispensables aux Enthousiastes en Recherche d'emploi dans les Services Urbains au Sud (PARIER SUD) - version 2 - est fait pour toi !

Original et ludique, ce guide est destiné à celles et ceux qui s'intéressent aux services essentiels (eau, assainissement, déchets, énergie, mobilité, numérique) dans les villes du Sud mais qui n'en connaissent pas – encore – toutes les ficelles techniques et pratiques. Tu commenceras par un test pour faire le point sur tes connaissances, puis tu plongeras au cœur des enjeux des services essentiels et des Objectifs du Développement Durable, avant de découvrir quelques conseils et outils pour te positionner dans ce milieu professionnel.

PARIER SUD 2 a été réalisé par les membres du réseau Projection, incubateur d'idées et de talents des jeunes professionnel-le-s engagé-e-s pour les services essentiels dans les villes du Sud. Les jeunes expert-e-s de Projection te souhaitent une bonne lecture et t'invitent à devenir « pertinent-e en toute impertinence ! ».

Avec le soutien de :

